

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, February 6, 2023

The Standing Senate Committee on National Security, Defence and Veterans Affairs met with videoconference this day at 4 p.m. [ET] to examine and report on issues relating to security and defence in the Arctic.

Senator Tony Dean (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on National Security, Defence and Veterans Affairs. I am Tony Dean, senator from Ontario, chair of the committee, and I'm joined today by several of my fellow committee members with more to follow. Jean-Guy Dagenais is representing Quebec. Senator Dagenais is the deputy chair of the committee. We have Pierre-Hugues Boisvenu, representing Quebec; Victor Oh, representing Ontario; and Hassan Yussuff, representing Ontario. As I said, others will follow.

For those watching today's session, we are continuing our study on security and defence in the Arctic, including military infrastructure and security capabilities.

The focus of today's meeting is the role of the North Atlantic Treaty Organization, or NATO, in the Arctic. We are pleased to welcome, by video conference from Brussels, Ambassador David Angell, Ambassador and Permanent Representative, Joint Delegation of Canada to NATO; and Vice-Admiral Scott Bishop, Military Representative of Canada to NATO with the Canadian Armed Forces.

Thank you both very much for joining us today. We're looking forward very much to hearing from you. We will begin by inviting you to provide your opening remarks to be followed by questions from our members. Ambassador Angell, you may begin when you are ready.

David Angell, Ambassador and Permanent Representative, Joint Delegation of Canada to NATO: Thank you, chair, and good afternoon.

[*Translation*]

Thank you, chair, for this opportunity to appear before the committee as you consider NATO's role in the Arctic.

I am joined by my colleague, Vice-Admiral Scott Bishop, Canada's military representative to NATO.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 6 février 2023

Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale, de la défense et des anciens combattants se réunit aujourd'hui, à 16 heures (HE), avec vidéoconférence, afin d'examiner, pour en faire rapport, les questions relatives à la sécurité et à la défense dans l'Arctique.

Le sénateur Tony Dean (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Bienvenue à cette réunion du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale, de la défense et des anciens combattants. Je suis Tony Dean, sénateur de l'Ontario, président du comité, et je suis accompagné aujourd'hui de plusieurs de mes collègues membres du comité et d'autres aussi se joindront à nous. Jean-Guy Dagenais représente le Québec. Le sénateur Dagenais est le vice-président du comité. Nous avons Pierre-Hugues Boisvenu, qui représente le Québec; Victor Oh, qui représente l'Ontario; et Hassan Yussuff, qui représente l'Ontario. Comme je l'ai dit, d'autres encore suivront.

Pour ceux qui regardent la séance d'aujourd'hui, nous poursuivons notre étude sur la sécurité et la défense dans l'Arctique, y compris l'infrastructure militaire et les capacités de sécurité.

La séance d'aujourd'hui porte sur le rôle de l'OTAN, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, dans l'Arctique. Nous avons le plaisir d'accueillir, par vidéoconférence depuis Bruxelles, M. David Angell, ambassadeur et représentant permanent dans la Délégation conjointe du Canada à l'OTAN, et le vice-amiral Scott Bishop, représentant militaire du Canada auprès de l'OTAN avec les Forces armées canadiennes.

Merci beaucoup à vous deux de vous joindre à nous aujourd'hui. Nous avons hâte de vous entendre. Nous allons commencer par vous inviter à présenter vos déclarations liminaires, qui seront suivies des questions de nos membres. Monsieur Angell, vous pouvez commencer quand vous êtes prêt.

David Angell, ambassadeur et représentant permanent, Délégation conjointe du Canada à l'OTAN : Merci, monsieur le président, et bon après-midi.

[*Français*]

Je vous remercie, monsieur le président, de me donner l'occasion de comparaître devant le comité alors que vous examinez le rôle de l'OTAN dans l'Arctique.

Je suis accompagné de mon collègue, le vice-amiral Scott Bishop, représentant militaire du Canada auprès de l'OTAN.

The Far North is an area of growing interest at NATO, spurred both by the geostrategic consequences of climate change and the anticipated accession of Finland and Sweden as allies.

Canada appreciates NATO's focus on this region and its growing awareness of strategic competitors' capabilities and ambitions.

The Far North is a region significantly affected by the larger issues NATO is faced with, namely renewed tensions with Russia and increasingly assertive Chinese ambitions that affect Euro-Atlantic security.

Mr. Chair, viewed from the vantage point of NATO, the Far North comprises two distinct regions. One is the "High North," or "European High North," the region within and immediately adjacent to the Area of Responsibility (or "AOR") of the Supreme Allied Commander Europe (SACEUR). This is the part of the Far North where NATO plays a direct role. Geographically, it comprises Greenland, the North Atlantic, the Greenland-Iceland-United Kingdom Gap (GIUK) and the Norwegian Sea, and, of course, the northern part of Europe.

The second is the Arctic region in North America. This is not a region where NATO plays a direct role. It instead comes under the commands of the two North American allies via the binational North American Aerospace Defence Command (NORAD), the U.S. Northern Command, and the Canadian Joint Operations Command. This distinction is important, in command terms, but also because the two regions have different characteristics.

The European High North is becoming more contested militarily whereas the North American Arctic is comparatively stable in strategic terms. However, the Arctic region is not tension-free and Canada remains alert to the impact of ongoing geopolitical conflict and the activities of our adversaries, and is taking actions where necessary.

In other words, we seek an approach that is clear-eyed on the challenges and threats we face while avoiding inadvertently raising tensions.

We do not see any need for NATO to take on an operational role in the North American Arctic. But we do encourage situational awareness at NATO with regard to this region. For example, Prime Minister Trudeau hosted NATO Secretary-General Jens Stoltenberg in Nunavut in August, and key allies are often invited to the NANOOK exercises in the Canadian Arctic. And we also support NATO further strengthening its operational role in the European High North.

Le Grand Nord est une région qui suscite un intérêt croissant à l'OTAN, en raison des conséquences géostratégiques du changement climatique et de l'adhésion anticipée de la Finlande et de la Suède à l'OTAN.

Le Canada est reconnaissant de l'attention que l'OTAN porte à cette région et de sa prise de conscience croissante des capacités et des ambitions de ses concurrents stratégiques.

Le Grand Nord est une région fortement touchée par les enjeux plus vastes auxquels l'OTAN est confrontée, à savoir le regain de tensions avec la Russie et les ambitions de plus en plus affirmées de la Chine qui affectent la sécurité euroatlantique.

Monsieur le président, du point de vue des commandements militaires, le Grand Nord comprend deux régions stratégiques. L'une d'elles est le Grand Nord ou Grand Nord européen, la région située à l'intérieur et à proximité immédiate de la zone de responsabilité (AOR), du commandant suprême des forces alliées en Europe. C'est la partie du Grand Nord où l'OTAN joue un rôle direct. Géographiquement, elle comprend le Groenland, l'Atlantique Nord, la zone stratégique incluant le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni (GIUK), la mer de Norvège, et, bien sûr, la partie septentrionale de l'Europe.

La seconde est la région arctique de l'Amérique du Nord. Celle-ci n'est pas une région où l'OTAN joue un rôle direct. Elle est plutôt placée sous le commandement des deux alliés nord-américains par l'intermédiaire du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), qui est binational, du US Northern Command et du Commandement des opérations interarmées du Canada. Cette distinction est importante en matière de commandement, mais aussi parce que les deux régions ont des caractéristiques différentes.

Le Grand Nord européen est de plus en plus contesté sur le plan militaire, tandis que l'Arctique nord-américain est relativement stable sur le plan stratégique. Cependant, la région arctique n'est pas exempte de tensions et le Canada reste attentif à l'impact des conflits géopolitiques en cours et aux activités de ses adversaires, et il prend des mesures si nécessaire.

En d'autres termes, nous cherchons une approche qui est claire quant aux défis et aux menaces auxquels nous sommes confrontés, tout en évitant de faire monter les tensions par inadvertance.

Nous ne voyons pas la nécessité, pour l'OTAN, d'assumer un rôle opérationnel dans l'Arctique nord-américain, mais nous encourageons l'OTAN à maintenir une connaissance de la situation en ce qui concerne cette région. Par exemple, le premier ministre Trudeau a accueilli le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, au Nunavut en août dernier, et les alliés sont souvent invités aux exercices NANOOK dans l'Arctique canadien. Nous sommes également favorables à ce que l'OTAN renforce davantage son rôle opérationnel dans le Grand Nord européen.

[English]

Chair, allow me to emphasize four points.

The first is to reiterate that the European High North is a more contested space than the North American Arctic. The European High North is home to Russia's Northern Fleet, which is of enormous strategic importance to Russia. In times of crisis, the Northern Fleet could be used to threaten the sea lines of communication between North America and Europe.

The new Strategic Concept, adopted by leaders at the Madrid Summit in June 2022, recognizes this strategic challenge. In paragraph 8, it states that:

In the High North, [Russia's] capability to disrupt Allied reinforcements and freedom of navigation across the North Atlantic is a strategic challenge to the Alliance.

More generally, Russia's continued military buildup and weapons testing in the High North remains troubling.

Second, given the strategic importance of the High North to Russia, we can expect Russia to maintain its military focus and investment there. Russia's Arctic is critical to the Russian economy. Approximately 20% of Russia's GDP and 30% of its exports come from its Arctic. Russia's military capabilities in the High North also support Moscow's efforts to develop the Northern Sea Route and exploit natural resources.

In addition, the general weakening of Russia's conventional forces due to the war in Ukraine is leading, at least rhetorically, to a greater reliance on nuclear deterrence. Many of the Russian nuclear capabilities operate in the High North.

I would also stress that despite its battlefield challenges against Ukraine — the challenges it is experiencing, in other words — most of the Russian higher-end capabilities in the High North, such as submarines, remain largely intact.

Third, climate change is opening up the High North to more economic and military activities. This will also exacerbate vulnerability of the North American Arctic. The new Strategic Concept acknowledges climate change as a defining challenge and a threat multiplier that can exacerbate conflict, fragility and geopolitical competition and affect the way our Armed Forces operate. That impact is especially acute in the Far North, which, despite remaining a harsh operational environment, will become more accessible to Arctic and non-Arctic countries alike.

[Traduction]

Monsieur le président, permettez-moi d'insister sur quatre points.

Le premier est de réitérer le fait que le Grand Nord européen est un espace plus contesté que l'Arctique nord-américain. Le Grand Nord européen abrite la Flotte du Nord de la Russie, qui revêt une importance stratégique énorme pour la Russie. En temps de crise, la Flotte du Nord pourrait être utilisée pour menacer les voies de communication maritimes entre l'Amérique du Nord et l'Europe.

Le nouveau concept stratégique, adopté par les dirigeants lors du sommet de Madrid en juin 2022, reconnaît ce défi stratégique. Au paragraphe 8, on peut lire :

Dans le Grand Nord, [l]a capacité [de la Russie] à entraver le renfort d'Alliés par le nord de l'Atlantique ainsi que la liberté de navigation dans cette zone constitue un défi stratégique pour l'alliance.

Plus généralement, la poursuite du renforcement militaire et des essais d'armes de la Russie dans le Grand Nord demeure inquiétante.

Deuxièmement, étant donné l'importance stratégique du Grand Nord pour la Russie, nous pouvons nous attendre à ce qu'elle y maintienne son attention et ses investissements militaires. L'Arctique russe est essentiel pour l'économie russe. Environ 20 % du PIB de la Russie et 30 % de ses exportations proviennent de son Arctique. Les capacités militaires de la Russie dans le Grand Nord soutiennent également les efforts de Moscou pour développer la route maritime du Nord et exploiter les ressources naturelles.

En outre, l'affaiblissement général des forces conventionnelles de la Russie dû à la guerre en Ukraine conduit, du moins en théorie, à un recours accru à la dissuasion nucléaire. Une grande partie des capacités nucléaires russes opèrent dans le Grand Nord.

Je voudrais également souligner que, malgré les difficultés rencontrées sur le champ de bataille contre l'Ukraine — les difficultés qu'elle rencontre, en d'autres termes —, la plupart des capacités russes haut de gamme dans le Grand Nord, comme les sous-marins, restent largement intactes.

Troisièmement, le changement climatique ouvre le Grand Nord à davantage d'activités économiques et militaires. Cela va également augmenter la vulnérabilité de l'Arctique nord-américain. Le nouveau concept stratégique reconnaît que le changement climatique est un défi déterminant et un multiplicateur de menaces qui peut exacerber les conflits, la fragilité et la concurrence géopolitique et nuire au fonctionnement de nos forces armées. Cet impact est particulièrement aigu dans le Grand Nord qui, même s'il reste un

This is one of the reasons why Canada has offered to host a NATO Climate Change and Security Centre of Excellence to be located in Montreal and to become operational in 2023 or 2024. Climate change impacts on the Arctic and High North security environments will be among the topics Canada and our allies and partners could address through this centre. NATO Centres of Excellence operate outside military chains of command, and so the NATO Climate Change and Security Centre of Excellence will provide a benign platform through which the geostrategic implications of climate change, including in the North, can be more closely tracked and better understood.

Fourth, China is a self-styled near-Arctic state, according to its Arctic policy of 2018. This week's balloon incident is a reminder of China's keen interest in our continent — the Arctic included. In the new Strategic Concept, NATO leaders committed to working together to address the systemic challenges posed by China to the Euro-Atlantic security.

As the Strategic Concept also notes, China's stated ambitions and coercive policies challenge NATO's interests, security and values. The deepening of the strategic partnership between China and Russia also runs counter to our values and interests. Of note, there are signs of growing collaboration between Russia and China in the North. Given Russia's increased isolation as a result of its war of aggression in Ukraine, and as China continues to look for opportunities to enhance its influence in the region, it is a possibility that this cooperation may increase.

Chair, NATO's five Arctic allies — Canada, Denmark, Iceland, Norway and the United States — collectively play the leading role within the alliance in protecting the High North. This is consistent with NATO's overall approach, whereby allies are looked to to play leading roles within their immediate environments. NATO's five Arctic allies will soon become seven with the anticipated accession of Finland and Sweden. The addition of Finland and Sweden will further strengthen NATO's defences in the High North, as these two countries offer very capable armed forces with considerable cold weather expertise and capabilities. Their accession will bolster NATO capabilities in the High North, thereby strengthening NATO's capacity to ensure security in this critical region for Canada.

Thank you.

environnement opérationnel difficile, deviendra plus accessible tant aux pays arctiques qu'aux pays non arctiques.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le Canada a proposé d'accueillir un Centre d'excellence de l'OTAN pour le changement climatique et la sécurité, qui sera situé à Montréal et deviendra opérationnel en 2023 ou 2024. Les répercussions du changement climatique sur les environnements de sécurité de l'Arctique et du Grand Nord seront parmi les sujets que le Canada et ses alliés et partenaires pourraient aborder dans le cadre de ce centre. Les centres d'excellence de l'OTAN fonctionnent en dehors des chaînes de commandement militaires. Le Centre d'excellence de l'OTAN pour le changement climatique et la sécurité constituera donc une plateforme inoffensive qui permettra de suivre de plus près et de mieux comprendre les répercussions géostratégiques du changement climatique, notamment dans le Nord.

Quatrièmement, la Chine est un État autoproclamé proche de l'Arctique, selon sa politique arctique de 2018. L'incident du ballon de cette semaine est un rappel du vif intérêt de la Chine envers notre continent — Arctique y compris. Dans le nouveau concept stratégique, les dirigeants de l'OTAN se sont engagés à travailler ensemble pour relever les défis systémiques posés par la Chine à la sécurité euro-atlantique.

Comme le note également le concept stratégique, les ambitions déclarées et les politiques coercitives de la Chine remettent en cause les intérêts, la sécurité et les valeurs de l'OTAN. L'approfondissement du partenariat stratégique entre la Chine et la Russie va également à l'encontre de nos valeurs et de nos intérêts. Il convient de noter les signes d'une collaboration croissante entre la Russie et la Chine dans le Nord. Compte tenu de l'isolement accru de la Russie à la suite de sa guerre d'agression en Ukraine, et alors que la Chine continue de chercher des occasions d'accroître son influence dans la région, il est possible que cette coopération s'intensifie.

Monsieur le président, les cinq alliés arctiques de l'OTAN — le Canada, le Danemark, l'Islande, la Norvège et les États-Unis — jouent collectivement le rôle principal au sein de l'alliance dans la protection du Grand Nord. Cette démarche est conforme à l'approche globale de l'OTAN, selon laquelle les alliés sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans leur environnement immédiat. Les cinq alliés arctiques de l'OTAN deviendront bientôt sept avec l'adhésion prévue de la Finlande et de la Suède. L'adhésion de la Finlande et de la Suède renforcera encore les défenses de l'OTAN dans le Grand Nord, car ces deux pays disposent de forces armées très compétentes, dotées d'une expertise et de capacités considérables en matière de froid. Leur adhésion renforcera les capacités de l'OTAN dans le Grand Nord, et donc sa capacité à assurer la sécurité dans cette région essentielle pour le Canada.

Je vous remercie.

The Chair: Thank you very much, ambassador, for those remarks. I know they will prompt a great deal of interest and questions from our members around the table.

[*Translation*]

Vice-Admiral Scott Bishop, Military Representative of Canada to NATO, Department of National Defence and the Canadian Armed Forces: Thank you, chair. I am pleased to be here today to answer your questions concerning NATO and the High North.

The High North is how NATO refers to the portion of the Arctic that it focuses on, that is under the responsibility of SACEUR, i.e., the Supreme Allied Commander Europe. NATO's High North does not include the Canadian Arctic.

NATO has a longstanding interest in the European High North and has been conducting military activities there for several decades.

As Ambassador Angell mentioned, a sizable amount of Russia's strategic nuclear deterrence forces are located in the area of the Kola Peninsula, which borders Northern Finland. And the Russian Navy's Northern Fleet is based in the area, in Murmansk, more specifically.

[*English*]

Given this, NATO has always recognized the strategic importance of the northern sea and the Greenland-Iceland-United Kingdom Gap. These sea lanes provide Russian naval forces with avenues of approach to threaten NATO's strategic lines of communication between North America and Europe.

Over the last several years, NATO's interest in the High North region has continued to grow, given Russia's significant investments to improve its own military capability within its Arctic region. Of course, Russia's illegal and unprovoked attacks on Ukraine have only heightened concerns about Russia's longer-term intentions, including in the Arctic.

In recent years, the alliance has undertaken a number of measures to bolster its deterrence and defence posture in the High North, principally by increasing its military presence and its exercise cycle. For example, NATO standing naval forces routinely patrol the Greenland-Iceland-United Kingdom Gap and the Norwegian Sea. NATO also routinely deploys air defence capabilities to the region, including air policing missions based from Iceland and a Quick Reaction Alert force that is based in Norway.

Le président : Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur, pour ces remarques. Je sais qu'elles susciteront beaucoup d'intérêt et de questions de la part de nos membres autour de la table.

[*Français*]

Vice-amiral Scott Bishop, représentant militaire du Canada à l'OTAN, ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes : Merci, monsieur le président. Je suis très content d'être ici aujourd'hui pour répondre à vos questions concernant l'OTAN et le Grand Nord.

Le Grand Nord est l'expression utilisée par l'OTAN pour identifier la partie européenne de l'Arctique qui est sous la responsabilité du SACEUR, c'est-à-dire le Supreme Allied Commander Europe. Le Grand Nord n'inclut pas le territoire canadien dans l'Arctique.

L'OTAN s'intéresse depuis longtemps au Grand Nord européen et y mène des activités militaires depuis plusieurs décennies.

Comme mentionné par l'ambassadeur Angell, une partie importante des forces de dissuasion nucléaire stratégique de la Russie se trouve dans la région de la presqu'île de Kola, qui borde le nord de la Finlande. D'ailleurs, la Flotte du Nord de la marine russe est aussi basée dans la région, plus précisément à Mourmansk.

[*Traduction*]

Dans ce contexte, l'OTAN a toujours reconnu l'importance stratégique de la mer du Nord et de la zone Groenland-Islande-Royaume-Uni. Ces voies maritimes offrent aux forces navales russes des moyens d'approche pour menacer les lignes de communication stratégiques de l'OTAN entre l'Amérique du Nord et l'Europe.

Au cours des dernières années, l'intérêt de l'OTAN pour la région du Grand Nord n'a cessé de croître, compte tenu des investissements importants réalisés par la Russie pour améliorer sa propre capacité militaire dans la région arctique. Bien entendu, les attaques illégales et non provoquées de la Russie contre l'Ukraine n'ont fait qu'accroître les inquiétudes quant aux intentions à long terme de la Russie, y compris dans l'Arctique.

Ces dernières années, l'alliance a pris un certain nombre de mesures pour renforcer sa dissuasion et son dispositif de défense dans le Grand Nord, principalement en augmentant sa présence militaire et son cycle d'exercices. Par exemple, les forces navales permanentes de l'OTAN patrouillent régulièrement la zone Groenland-Islande-Royaume-Uni et la mer de Norvège. L'OTAN déploie aussi régulièrement des capacités de défense aérienne dans la région, notamment des missions de police aérienne basées en Islande et une force d'alerte de réaction rapide basée en Norvège.

NATO conducts regular exercises in the High North to demonstrate its capabilities to deter Russia but also to build up the alliance's own expertise in operating in this challenging environment. Most recently, the alliance mounted its largest exercise in the High North since the end of the Cold War. Hosted by Norway, this exercise called Cold Response 2022 included the participation of over 32,000 NATO sailors, air personnel and troops, including a small contingent from Canada. NATO has also taken steps to improve its command and control capabilities in the High North.

In 2019, a new Joint Force Command was created in Norfolk, Virginia, which is responsible for a large area comprised of the North Atlantic, the Norwegian Sea, the British Isles, Greenland, Iceland and Norway. Joint Force Command Norfolk is also responsible for establishing military plans to ensure that NATO can quickly respond to any threat in the European High North.

Finally, NATO is working on a new family of deterrence and defence plans that will include the NATO's High North region. These plans will eventually incorporate Sweden and Finland when they become full members of the alliance.

We are confident that Sweden and Finland's accession to the alliance will significantly enhance NATO's deterrence and defence posture. These nations will bring significant military capabilities to NATO, and, like Canada, both have significant experience operating in the very challenging conditions found in the High North region.

I would conclude by stating that although the High North is an important region for NATO, it is not NATO's sole focus area. The alliance has consistently emphasized that it needs to maintain a 360-degree view of the threat it faces from Russia and terrorist groups. The High North is only one of many areas that NATO is focused on.

Thank you for the opportunity to be here to discuss NATO's interest in Europe's High North region, and I look forward to answering any questions that you might have on the subject.

Thank you, chair. I stand ready to answer any questions that you or your committee may have.

The Chair: Thank you very much, Vice-Admiral.

I would note that we've now been joined by Senator Donna Dasko, representing Ontario; Senator Marty Deacon, representing Ontario; and Senator Clement Gignac, representing Québec.

L'OTAN organise régulièrement des exercices dans le Grand Nord pour démontrer à la Russie sa capacité de dissuasion, ainsi que pour renforcer la compétence experte de l'alliance en matière d'opérations dans cet environnement redoutable. Tout récemment, l'alliance a mené son plus grand exercice dans le Grand Nord depuis la fin de la guerre froide. Accueilli par la Norvège, cet exercice appelé Cold Response 2022 a vu la participation de plus de 32 000 marins, aviateurs et soldats de l'OTAN, dont un petit contingent du Canada. L'OTAN a également pris des mesures pour améliorer ses capacités de commandement et de contrôle dans le Grand Nord.

En 2019, un nouveau commandement de forces interarmées a été créé à Norfolk, en Virginie, lequel est responsable d'une vaste zone comprenant l'Atlantique Nord, la mer de Norvège, les îles britanniques, le Groenland, l'Islande et la Norvège. Le Commandement des forces conjointes de Norfolk est également chargé d'établir des plans militaires afin que l'OTAN puisse réagir rapidement à toute menace dans le Grand Nord européen.

Enfin, l'OTAN travaille à l'élaboration d'une nouvelle famille de plans de dissuasion et de défense qui inclura la région du Grand Nord de l'OTAN. Ces plans intégreront à terme la Suède et la Finlande lorsqu'elles deviendront membres à part entière de l'alliance.

Nous sommes convaincus que l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'alliance renforcera considérablement la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. Ces pays apporteront à l'OTAN des capacités militaires importantes et, comme le Canada, ils ont tous deux une grande expérience des opérations dans les conditions très difficiles du Grand Nord.

Je conclurai en disant que, bien que le Grand Nord soit une région importante pour l'OTAN, ce n'est pas son seul centre d'intérêt. L'alliance a toujours insisté sur le fait qu'elle devait avoir une vision à 360 degrés des menaces que représentent la Russie et les groupes terroristes. Le Grand Nord n'est qu'une des nombreuses régions sur lesquelles l'OTAN se concentre.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de parler de l'intérêt de l'OTAN pour la région du Grand Nord européen, et je me réjouis de répondre à toutes les questions que vous pourriez avoir sur le sujet.

Merci, monsieur le président. Je suis prêt à répondre à toutes les questions que vous ou votre comité pourriez avoir.

Le président : Merci beaucoup, vice-amiral.

Je signale que la sénatrice Donna Dasko, qui représente l'Ontario, la sénatrice Marty Deacon, qui représente l'Ontario, et le sénateur Clément Gignac, qui représente le Québec se sont maintenant joints à nous.

[Translation]

Senator Dagenais: Thank you to our two witnesses. My first question is for Ambassador Angell.

Your Excellency, China has been repeatedly accused of spying. I'm not too impressed with that because I believe that the Americans, the British, the French and the Germans are also conducting espionage — and I hope that Canada is also spying and has the capacity to do so.

That said, in July 2021, NATO was supporting a group of countries that argued that China was conducting a global cyberespionage campaign. Eighteen months later, what kind of information do you have about that? Do you think Canada is as well equipped as other NATO countries to counter cyberespionage?

Mr. Angell: Mr. Chair, thank you for the question.

I can't speak to the study that was done in July, but I can see, first of all, that NATO takes cyberespionage very seriously. It is among the five strategic areas of the alliance and is as important as navy, field and space now.

Canada is among the countries with the most capabilities in this area and plays a very important role. China, of course, is one of the players that we follow, but Canada is fully engaged in the important NATO effort in the area of cyberespionage.

Thank you.

Senator Dagenais: Thank you, ambassador. My question is now for Vice-Admiral Bishop.

Vice-Admiral Bishop, you will understand that the incident of the Chinese balloon that passed over Canada and then ended up in Montana, and crossed the United States before being shot down over the Atlantic, raises many questions regarding security or the lack of it.

Did the Chinese just demonstrate how ineffective our system is at detecting enemies that may be coming in from the Arctic?

VAdm. Bishop: Thank you for the question, senator.

I believe the situation with the balloon is well understood by NORAD command, our aerospace defence command.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Merci à nos deux témoins. Ma première question s'adresse à l'ambassadeur Angell.

Monsieur l'ambassadeur, on a accusé à maintes reprises la Chine de faire de l'espionnage. Cela ne m'impressionne pas trop parce que j'ai la conviction que les Américains, les Britanniques, les Français et les Allemands font aussi de l'espionnage — et j'espère que le Canada en fait et qu'il en est capable aussi.

Cela dit, en juillet 2021, l'OTAN appuyait un groupe de pays qui soutenaient que la Chine menait une campagne globale de cyberespionnage. Dix-huit mois plus tard, quel genre d'information avez-vous à ce sujet? Croyez-vous que le Canada est aussi bien équipé que les autres pays de l'OTAN pour contrer le cyberespionnage?

M. Angell : Monsieur le président, je vous remercie de cette question.

Je ne peux pas parler de l'étude qui a été faite en juillet, mais je peux constater que premièrement, l'OTAN prend le cyberespionnage très au sérieux. Il figure parmi les cinq domaines stratégiques de l'alliance et est aussi important que la marine, le terrain et l'espace, maintenant.

Le Canada fait partie des pays possédant le plus de capacités dans ce domaine et il joue un rôle très important. La Chine, bien sûr, fait partie des acteurs que nous suivons, mais le Canada est parfaitement engagé dans l'important effort de l'OTAN dans le domaine du cyberespionnage.

Merci.

Le sénateur Dagenais : Merci, monsieur l'ambassadeur. Ma question s'adresse maintenant au vice-amiral Bishop.

Vice-amiral Bishop, vous comprendrez que l'incident du ballon chinois qui est passé au-dessus du Canada pour ensuite se retrouver au Montana, et traverser les États-Unis avant d'être abattu au-dessus de l'Atlantique soulève bien des questions d'insécurité.

Est-ce que les Chinois viennent de faire la démonstration de l'inefficacité de notre système de détection des ennemis qui peuvent arriver par l'Arctique?

Vam Bishop : Merci pour la question, monsieur le sénateur.

Selon moi, la situation avec le ballon est bien comprise par le commandement de NORAD, notre commandement en matière de défense aérospatiale.

[English]

I think it is always a challenge dealing with these issues, but I am confident that our Northern American Aerospace Defense Command is well situated to be able to understand and maintain situational awareness of what's going on over our region.

[Translation]

Senator Dagenais: Now, to continue on the same subject, Vice-Admiral, was it the Americans or the Canadians who reported its presence? Why was it not shot down before it entered American territory? What I want to know is whether our current equipment is good enough for Canada to act on its own.

[English]

VAdm. Bishop: Again, that's a very good question. This is something that Canada and the United States are studying closely. It's part of our efforts to modernize North American air defence systems. This modernization will look at a whole new suite of sensors and ensure that we have the capabilities to be able to defend the North American continent.

We are taking this very seriously. The defence of North America and the airspace over North America is a binational responsibility shared equally between the United States and Canada. We work closely together to make sure that we are maintaining awareness of the threats that are presenting themselves to North America.

The surveillance by balloons is probably not something that people think of very often, but, for commanders working this problem space, this is something that they're well attuned to.

[Translation]

Senator Dagenais: I would like to return to Ambassador Angell, specifically on the issue of the Arctic. We have heard reports of greater Russian deployment in the High North. Given western reactions to the invasion of Ukraine and the possible threats to Canada, are there still contacts with the Russians on the Arctic, and if so, where do we stand?

Mr. Angell: Thank you for the question. As far as I know, there is very little contact with the Russians since the invasion of Ukraine. There was a dialogue about security issues in the Far North, but for almost all the allies, there is now very little contact with the Russians. As far as I know, there is no contact with the Russians regarding our Arctic region.

[Traduction]

Je pense que c'est toujours un défi de traiter de ces questions, mais je suis convaincu que notre Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord est bien placé pour être en mesure de comprendre et de maintenir une conscience situationnelle de ce qui se passe au-dessus de notre région.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Maintenant, pour continuer sur le même sujet, monsieur le vice-amiral, est-ce que ce sont les Américains ou les Canadiens qui ont signalé sa présence? Pourquoi n'a-t-on pas pu l'abattre avant qu'il n'entre en territoire américain? Ce que je veux savoir, c'est si nos équipements actuels sont assez performants pour que le Canada puisse agir par lui-même.

[Traduction]

Vam Bishop : Encore une fois, c'est une très bonne question. C'est une question que le Canada et les États-Unis étudient de près. Cela fait partie de nos efforts pour moderniser les systèmes de défense aérienne nord-américains. Cette modernisation portera sur une toute nouvelle série de capteurs et permettra de s'assurer que nous avons les capacités nécessaires pour défendre le continent nord-américain.

Nous prenons cela très au sérieux. La défense de l'Amérique du Nord et de l'espace aérien au-dessus de l'Amérique du Nord est une responsabilité binationale partagée également entre les États-Unis et le Canada. Nous travaillons en étroite collaboration pour nous assurer que nous restons conscients des menaces qui s'exercent sur l'Amérique du Nord.

La surveillance par ballons n'est probablement pas une chose à laquelle les gens pensent très souvent, mais pour les commandants qui travaillent dans cet espace problématique, c'est quelque chose qu'ils connaissent bien.

[Français]

Le sénateur Dagenais : J'aimerais revenir à l'ambassadeur Angell, plus particulièrement sur la question de l'Arctique. Des témoignages nous signalent un déploiement plus grand des Russes dans le Grand Nord. Compte tenu des réactions occidentales face à l'invasion de l'Ukraine et des menaces possibles pour le Canada, est-ce qu'il y a encore des contacts avec les Russes au sujet de l'Arctique, et si oui, où en sommes-nous?

M. Angell : Je vous remercie de cette question. À ma connaissance, il y a très peu de contacts avec les Russes depuis l'invasion de l'Ukraine. Il y avait un dialogue au sujet des questions de sécurité dans le Grand Nord, mais pour presque tous les alliés, il y a maintenant très peu de contacts avec les Russes. À ma connaissance, il n'y a pas de contacts avec les Russes en ce qui concerne notre région arctique.

[English]

I'd like to add to the previous question. There was extremely close cooperation between Canada and the United States in response to the balloon incident. Of course, the decision was taken to shoot down the balloon once it was no longer over a land mass, once we were no longer in the situation where debris could injure individuals. That occurred only after the balloon had travelled through U.S. airspace.

[Translation]

Senator Dagenais: I'll have other questions during the second round. Thank you very much, ambassador.

[English]

The Chair: I would welcome additional comments from each of you if you would like to add to comments that have been made by your counterparts. We'll make that a pattern, if you wish.

Senator Oh: My question is for you both. Either one of you can answer this question. First, thank you, witnesses, for being here.

How has NATO's role in managing the security environment in the Arctic changed in recent years? Is there any specific change that the committee should know about? Can you update us on that particular situation?

Mr. Angell: I think the Military Representative may be able to answer this more directly than I can. I want to stress that NATO's role with regard to the North is certainly increasing and becoming more robust, but, on the NATO side, that's with regard to the European High North, not the North American Arctic. However, we are seeing more exercises and much more discussion. I think the Military Representative, or MILREP can walk us through some of the additional military activities that we're seeing.

VAdm. Bishop: Thank you for the question. As I mentioned in my opening remarks, NATO has done a lot to plus up its game in the High North. As I mentioned, in 2019, they created a new Joint Force Command that is charged with looking after not only the North Atlantic but also the High North region, which is critically important to NATO. Part of their work at Joint Force Command Norfolk is to build a regional plan, which is part of the Supreme Allied Commander's suite or family of plans to be able to provide deterrence and defence to the alliance. A significant portion of that is obviously focused on the North.

[Traduction]

J'aimerais ajouter quelque chose à la question précédente. Il y a eu une coopération extrêmement étroite entre le Canada et les États-Unis en réponse à l'incident du ballon. Bien sûr, la décision a été prise d'abattre le ballon une fois qu'il n'était plus au-dessus d'une masse terrestre, une fois écarté le risque que des débris puissent blesser des personnes. Cela s'est produit seulement après le passage du ballon dans l'espace aérien américain.

[Français]

Le sénateur Dagenais : J'aurai d'autres questions au deuxième tour. Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur.

[Traduction]

Le président : J'accueillerais volontiers d'autres remarques de chacun d'entre vous si vous souhaitez ajouter aux remarques de vos homologues. Nous adopterons ce modèle, si vous le souhaitez.

Le sénateur Oh : Ma question s'adresse à vous deux. L'un ou l'autre d'entre vous peut répondre à cette question. Tout d'abord, je remercie les témoins de leur présence.

Comment le rôle de l'OTAN dans la gestion de l'environnement de sécurité dans l'Arctique a-t-il changé au cours des dernières années? Y a-t-il un changement particulier dont le comité devrait être informé? Pouvez-vous nous mettre à jour sur cette situation particulière?

M. Angell : Je pense que le représentant militaire peut être en mesure de répondre à cette question plus directement que moi. J'aimerais souligner que le rôle de l'OTAN en ce qui concerne le Nord est certainement en train d'augmenter et de devenir plus robuste, mais, du côté de l'OTAN, cela concerne le Grand Nord européen, pas l'Arctique nord-américain. Cependant, il y a un plus grand nombre d'exercices et de discussions. Je pense que le représentant militaire, ou le REPMIL, peut nous parler de certaines des activités militaires supplémentaires qui se produisent.

Vam Bishop : Je vous remercie de cette question. Comme je l'ai mentionné dans mon exposé, l'OTAN a fait beaucoup pour améliorer ses opérations dans le Grand Nord. En 2019, elle a créé un nouveau commandement de forces interarmées qui est chargé de s'occuper non seulement de l'Atlantique Nord, mais aussi de la région du Grand Nord, qui est d'une importance cruciale pour l'OTAN. Une partie de son travail au Commandement des forces interarmées de Norfolk consiste à élaborer un plan régional, qui fait partie de la suite ou de la famille de plans du commandant suprême des Forces alliées, afin de pouvoir assurer la dissuasion et la défense de l'alliance. Une partie importante de ce plan est évidemment axée sur le Nord.

Another area which NATO has focused on to increase its capabilities in the North is through more exercises. NATO is working with nations to build exercise programs to give troops, air personnel and sailors more experience operating in the Far North region by being able to operate ships and aircraft in those challenging environmental conditions and by practising other aspects of military operations in the Arctic, like logistics and sustainment, and being able to support those forces who are operating far away from logistics bases. This exercise regime will continue in the future. That's part of this new deterrence and defence planning that NATO is undertaking.

One other area that NATO is working on to improve is Centres of Excellence for Cold Weather Operations, which was created in Norway a number of years ago. Canada regularly works with this Centre of Excellence to share lessons and experience what it means to work in the Arctic.

That's a very good question, but NATO is focused very much on the Arctic. There are a number of nations within the alliance who are northern-focused nations, including Canada, and those nations tend to work together to make sure NATO is paying appropriate attention to that region.

Senator Oh: I want to follow up on a question that Senator Dagenais asked about the balloon. I made a search on Google and on the internet and found out that during World War II, 5,000 balloons were sent by the Japanese over to North America. Obviously, over 2,500 probably reached land over North America.

Is the balloon that came into our airspace a spy balloon or just a meteorological surveillance balloon?

VAdm. Bishop: That's a good question. I think it's premature to speculate on exactly what the purpose of the balloon was. Efforts are under way to try to verify what the payload was on the balloon.

As was mentioned, sending balloons across North America is not a new thing. This is an idea that's been around for quite some time. It's cheap and relatively effective, although you're at the mercy of the winds, et cetera. It's not a precision means of being able to gather information. This is something that, obviously, we need to pay attention to, as we have been in NORAD for many years.

Un autre domaine sur lequel l'OTAN s'est concentrée pour accroître ses capacités dans le Nord est la multiplication des exercices. L'OTAN travaille avec les pays à l'élaboration de programmes d'exercices visant à donner aux troupes, au personnel aérien et aux marins une plus grande expérience des opérations dans la région du Grand Nord, en leur permettant d'utiliser des navires et des aéronefs dans ces conditions environnementales difficiles et de s'exercer à d'autres aspects des opérations militaires dans l'Arctique, comme la logistique et le soutien, et d'être en mesure de soutenir les forces qui opèrent loin des bases logistiques. Ce régime d'exercices se poursuivra à l'avenir. Il fait partie de la nouvelle planification de la dissuasion et de la défense que l'OTAN entreprend.

Un autre domaine que l'OTAN s'efforce d'améliorer est celui des Centres d'excellence pour les opérations par temps froid, qui ont été créés en Norvège il y a quelques années. Le Canada travaille régulièrement avec ce centre d'excellence pour partager les leçons et l'expérience de ce que cela signifie de travailler dans l'Arctique.

C'est une très bonne question, mais l'OTAN se concentre beaucoup sur l'Arctique. Il y a un certain nombre de nations au sein de l'alliance qui sont des nations centrées sur le Nord, y compris le Canada, et ces nations ont tendance à travailler ensemble pour s'assurer que l'OTAN accorde une attention appropriée à cette région.

Le sénateur Oh : Je veux donner suite à une question posée par le sénateur Dagenais au sujet du ballon. J'ai fait une recherche sur Google et sur Internet, et j'ai découvert que, pendant la Seconde Guerre mondiale, 5 000 ballons ont été envoyés par les Japonais en Amérique du Nord. Évidemment, plus de 2 500 d'entre eux ont probablement atteint la terre ferme en Amérique du Nord.

Le ballon qui est entré dans notre espace aérien est-il un ballon-espion ou simplement un ballon de surveillance météorologique?

Vam Bishop : C'est une bonne question. Je pense qu'il est prématuré d'avancer des hypothèses sur l'objectif exact du ballon. On s'efforce présentement d'essayer de vérifier quelle était la charge utile du ballon.

Comme cela a été mentionné, l'envoi de ballons au-dessus de l'Amérique du Nord n'est pas une nouveauté. C'est une idée qui existe depuis un certain temps. C'est bon marché et relativement efficace, bien que vous soyez à la merci des vents, et cetera. Ce n'est pas un moyen précis de recueillir de l'information. C'est une chose à laquelle, évidemment, nous devons prêter attention, car nous faisons partie du NORAD depuis de nombreuses années.

Mr. Angell: I might complement Vice-Admiral Bishop's response by pointing out that the information was absolutely correct. However, in the United States, Secretary Blinken has rejected the characterization of the balloon as meteorological.

The Chair: Thanks for that addition.

Senator M. Deacon: Thank you to our guests for being here today. My question, which I will direct to Ambassador Angell first, concerns Finland and Sweden's NATO bids. I'd like to get a sense of our military cooperation in those countries right now and how, outside of Article 5, NATO membership would change this dynamic from your perspective.

VAdm. Bishop: Thank you. I can start on that. I would say that we have always had an excellent relationship with Finland and Sweden. Even though they have not been members of the alliance, they have cooperated closely with a lot of the alliance commands as we work through defence and security problems. Both of these nations bring extremely good capabilities to the alliance. We understand each other. We have worked together in training and in operations elsewhere in the world for many years.

In terms of changing the dynamics, I think overall this will make the alliance stronger. There are a lot of advantages to having the Scandinavian peninsula all within the NATO alliance. From a military standpoint, I think this is a really positive development. I won't speak to the political aspects; I'll leave that to the ambassador.

One of the challenges that we have had in the alliance from a military planning point of view, particularly in the Baltic region, is there has not been strategic depth there. There has been nowhere to be able to provide support from the rear to the Baltic states. With Finland and Sweden in the alliance, it will make these problems a lot easier to deal with, and it'll make Russia's challenges operating in the Baltic Sea region a lot more complex.

Mr. Angell: Just to round off the Vice-Admiral's response, both Finland and Sweden are highly capable in terms of their own forces and very like-minded in terms of their foreign policy and their approach to, for example, supporting the rules-based international order.

Within NATO, Canada has been extremely focused on the Baltic region. We have led the enhanced Forward Presence Battle Group since its inception in Latvia. We have been conscious of the enormous feeling of vulnerability of Baltic allies for reasons of geography, so the addition of Finland and Sweden will further nestle, if you will, the Baltic allies and reinforce the defensive nature of NATO in that region. Also, the accession of the two countries would mean that seven of the

M. Angell : Je pourrais compléter la réponse du vice-amiral Bishop en soulignant que l'information était absolument correcte. Cependant, aux États-Unis, le secrétaire Blinken a rejeté la caractérisation du ballon comme étant météorologique.

Le président : Merci pour cet ajout.

La sénatrice M. Deacon : Merci à nos invités d'être ici aujourd'hui. Ma question, que j'adresserai d'abord à l'ambassadeur Angell, concerne les candidatures de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. J'aimerais avoir une idée de notre coopération militaire dans ces pays à l'heure actuelle et savoir comment, en dehors de l'article 5, l'adhésion à l'OTAN changerait cette dynamique de votre point de vue.

Vam Bishop : Merci. Je peux commencer sur ce point. Je dirais que nous avons toujours eu d'excellentes relations avec la Finlande et la Suède. Même si elles n'ont pas été membres de l'alliance, elles ont coopéré étroitement avec un grand nombre de commandements de l'alliance pour résoudre les problèmes de défense et de sécurité. Ces deux pays apportent de très bonnes capacités à l'alliance. Nous nous comprenons mutuellement. Nous avons travaillé ensemble dans le cadre de formations et d'opérations ailleurs dans le monde pendant de nombreuses années.

Pour ce qui est du changement de dynamique, je pense que, dans l'ensemble, cela renforcera l'alliance. Il y a beaucoup d'avantages à avoir la péninsule scandinave au sein de l'alliance de l'OTAN. D'un point de vue militaire, je pense que c'est une évolution très positive. Je ne parlerai pas des aspects politiques, je laisserai cela à l'ambassadeur.

L'un des défis auxquels nous avons été confrontés au sein de l'alliance du point de vue de la planification militaire, en particulier dans la région balte, est qu'il n'y avait pas de profondeur stratégique. Il n'y avait aucun endroit où l'on pouvait fournir un soutien de l'arrière aux États baltes. Avec la Finlande et la Suède dans l'alliance, il sera beaucoup plus facile de traiter ces problèmes, et cela compliquera beaucoup plus pour la Russie les défis qui s'opposeront à elle dans ses opérations dans la région de la mer Baltique.

M. Angell : Pour compléter la réponse du vice-amiral, la Finlande et la Suède sont toutes deux très compétentes en ce qui a trait à leurs propres forces et très semblables en ce qui concerne leur politique étrangère et leur approche, par exemple, du soutien de l'ordre international fondé sur des règles.

Au sein de l'OTAN, le Canada s'est concentré sur la région de la Baltique. Nous avons dirigé le groupement tactique de présence avancée amélioré depuis sa création en Lettonie. Nous sommes conscients de l'énorme sentiment de vulnérabilité des alliés baltes pour des raisons géographiques, et l'ajout de la Finlande et de la Suède permettra de nicher davantage, si vous voulez, les alliés baltes et de renforcer la nature défensive de l'OTAN dans cette région. En outre, l'adhésion de ces deux pays

eight Arctic nations are allies, and that increases the scope to exchange information, for example, and ensure the defence of the region.

Senator M. Deacon: Thank you. If I could just proceed with that — I appreciate it — maybe we could talk a little bit about Turkey's blocking of Sweden's bid for NATO membership. Before I ask the question, we all need to acknowledge the terrible earthquake in Turkey and Syria and the terrible loss and suffering there. I'm pleased to see Canada offering some support.

Concerning my question, I'm wondering if the delayed acceptance of Sweden and subsequently Finland has any strategic consequences in the Arctic with these nations. I'm going to ask the ambassador first, if I could.

Mr. Angell: Mr. Chair, I did not hear the question in its entirety, but I can certainly answer the first part. I would, first of all, join the senator in expressing condolences, of course, to our allied Turkey in the face of the horrific earthquake of the past 24 hours.

I only caught part of the question, but the accession —

The Chair: We'll restate the question, ambassador, and make it easier for you.

Mr. Angell: You might get a more accurate answer. Thank you, chair.

Senator M. Deacon: Thank you very much. My question concerns Turkey's blocking of Sweden's bid for NATO membership. I am wondering if the delayed acceptance of Sweden and subsequently Finland has any strategic consequences in the Arctic with these nations.

Mr. Angell: Thank you very much. We remain very confident that Finland and Sweden will accede to the alliance before too long. There is a process under way, a very active negotiation involving both invitees. The secretary general has been very actively engaged.

Turkey, I should point out, is an absolutely vital ally in its own right. It has the second-largest military in NATO, and it deploys that military very effectively. It's also an ally situated in an extremely tough neighbourhood.

There is an enormous effort under way by Finland and Sweden to respond to Turkish concerns. There is no set timetable for this sort of thing. Ideally, both or at least one would accede by the next summit in Vilnius, but if not, then I'm sure by the summit after that. What's important is that they do become members of NATO soon.

signifierait que sept des huit pays de l'Arctique sont des alliés, ce qui accroît les possibilités d'échanger des informations, par exemple, et d'assurer la défense de la région.

La sénatrice M. Deacon : Merci. Si je peux poursuivre sur cette lancée — je le reconnais —, nous pourrions peut-être parler un peu du blocage par la Turquie de la candidature de la Suède à l'OTAN. Avant de poser la question, nous devons tous reconnaître le terrible tremblement de terre en Turquie et en Syrie et les terribles pertes et souffrances qui s'y produisent. Je suis heureux de voir que le Canada offre un certain soutien.

En ce qui concerne ma question, je me demande si l'acceptation tardive de la Suède et, par la suite, de la Finlande a des conséquences stratégiques dans l'Arctique avec ces nations. Je vais d'abord poser la question à l'ambassadeur, si possible.

M. Angell : Monsieur le président, je n'ai pas entendu toute la question, mais je peux certainement répondre à la première partie. Tout d'abord, je me joins au sénateur pour exprimer mes condoléances, bien sûr, à notre alliée, la Turquie, face à l'horrible tremblement de terre des dernières 24 heures.

Je n'ai saisi qu'une partie de la question, mais l'adhésion...

Le président : Nous allons reformuler la question, monsieur l'ambassadeur, pour vous faciliter la tâche.

M. Angell : Vous obtiendrez peut-être une réponse plus précise. Merci, monsieur le président.

La sénatrice M. Deacon : Merci beaucoup. Ma question concerne le blocage par la Turquie de la candidature de la Suède à l'OTAN. Je me demande si l'acceptation tardive de la Suède et ensuite de la Finlande a des conséquences stratégiques dans l'Arctique avec ces nations.

M. Angell : Merci beaucoup. Nous restons convaincus que la Finlande et la Suède adhéreront à l'alliance avant trop longtemps. Il y a un processus en cours, une négociation très active à laquelle participent les deux pays invités. Le secrétaire général s'est engagé très activement.

La Turquie, je dois le souligner, est un allié absolument vital en soi. Elle possède la deuxième plus grande armée de l'OTAN, et elle déploie cette armée de manière très efficace. C'est aussi un allié situé dans un voisinage extrêmement dur.

La Finlande et la Suède déploient d'énormes efforts pour répondre aux préoccupations de la Turquie. Il n'y a pas de calendrier fixe pour ce genre de choses. Dans l'idéal, les deux pays, ou au moins l'un d'entre eux adhèreraient d'ici le prochain sommet de Vilnius, mais si ce n'est pas le cas, je suis sûr que ce sera d'ici le sommet suivant. L'important est qu'ils deviennent rapidement membres de l'OTAN.

The question of vulnerability is one that is certainly front and present. A number of individual allies have indicated that they will *in extremis* take measures to support Finland and Sweden should they find themselves in a position of vulnerability between them being invited to join the alliance and them formally coming under Article 5. In fact, they are such close partners, and for reasons of geography, it's very difficult to imagine a situation where if they were attacked, the alliance would not feel that it itself was under attack. That's theoretical, of course, but we do hope that they will be allies before very long.

The Chair: Anything to add, Vice-Admiral?

VAdm. Bishop: No, chair. I think Ambassador Angell has characterized it very well.

The Chair: Thank you very much.

[Translation]

Senator Gignac: My first question is for Ambassador Angell. Thank you for your testimony. I look forward to meeting you, as does Senator Boisvenu, on February 20 in Brussels. I will be part of the Canadian NATO Parliamentary Association delegation.

You made it clear that NATO does not really have an operational role in the Canadian Arctic; it works with NORAD. You also mentioned that the Canadian Arctic is not as contested as Northern Europe.

What are the conditions that could lead to an operational change that would suddenly cause NATO to take on more of the NORAD operations right now? Would this happen in the event of a global conflict? At that point, will the chain of command be clear and will NATO decide? I ask because if there were an attack by Russia, it would not just be against Canada or the United States, but probably all NATO countries. Since you are familiar with the Arctic, is there already a protocol in place that the chain of command could change in the event of a conflict?

Mr. Angell: Thank you for your question. I will answer in English to be more precise.

[English]

There is a very clear command arrangement for the North American Arctic, and that command arrangement comes under NORAD and under the two North American allies, Canada and the United States. It's theoretically possible that we could transfer responsibility — and I will defer to the military representative on that — but there is a strong command and

La question de la vulnérabilité est une question qui est certainement très présente. Un certain nombre d'alliés individuels ont indiqué qu'ils prendraient *in extremis* des mesures pour soutenir la Finlande et la Suède si elles se trouvaient en position de vulnérabilité entre le moment où elles sont invitées à se joindre à l'alliance et celui où elles tombent officiellement sous le coup de l'article 5. En fait, il s'agit de partenaires si proches, et pour des raisons géographiques, il est très difficile d'imaginer une situation où, si elles étaient attaquées, l'alliance n'aurait pas le sentiment d'être elle-même attaquée. C'est théorique, bien sûr, mais nous espérons qu'elles seront alliées avant très longtemps.

Le président : Auriez-vous quelque chose à ajouter, vice-amiral?

Vam Bishop : Non, monsieur le président. Je pense que M. Angell a très bien décrit la situation.

Le président : Merci beaucoup.

[Français]

Le sénateur Gignac : Ma première question s'adresse à l'ambassadeur Angell. Merci de votre témoignage. J'ai bien hâte de vous rencontrer, à l'instar du sénateur Boisvenu, le 20 février prochain à Bruxelles. Je ferai partie de la délégation de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN.

Vous avez bien expliqué que l'OTAN n'a pas vraiment de rôle opérationnel dans l'Arctique canadien; il collabore avec le NORAD. Vous avez aussi mentionné que l'Arctique canadien n'est pas aussi contesté que le nord de l'Europe.

Quelles sont les conditions qui pourraient entraîner un changement sur le plan opérationnel et qui, tout à coup, inciteraient l'OTAN à prendre davantage en charge les opérations relatives au NORAD, actuellement? Est-ce que cela se produirait dans le cas du déclenchement d'un conflit mondial? À ce moment-là, la chaîne de commandement sera-t-elle claire et l'OTAN décidera-t-elle? Puisque s'il y avait une attaque de la Russie, cela ne serait pas juste contre le Canada ou les États-Unis, mais probablement tous les pays de l'OTAN, en raison de l'Arctique que vous connaissez bien, y a-t-il déjà un protocole prévu que la chaîne de commandement pourrait changer en cas de conflit?

M. Angell : Merci de votre question. Je vais répondre en anglais pour être plus précis.

[Traduction]

Il existe un arrangement de commandement très explicite pour l'Arctique nord-américain, et cet arrangement de commandement relève du NORAD et des deux alliés nord-américains, le Canada et les États-Unis. Il est théoriquement possible que nous puissions transférer la responsabilité — et je m'en remettrai au représentant militaire à ce sujet —, mais il existe un solide

control arrangement and military command arrangement for the North American Arctic under NORAD.

The region, of course, comes under Article 5. If ever there was a requirement for forces outside of those two Arctic allies, the assistance could be requested. The point I would like to stress is there is no absence of clear command arrangements. There is a very clear command arrangement under NORAD, but perhaps the military representative can expand on that.

VAdm. Bishop: Yes. Again, that's an accurate characterization. Obviously, these would be two big theatres, the European theatre and North America. It would be really difficult for one commander to manage that large of a battle space.

With the arrangements we have right now in Europe, that would be Supreme Allied Commander Europe in the NATO command architecture. For North America, we have North American Aerospace Defense Command, or NORAD, which is aerospace defence. The maritime and land domain is a shared responsibility between the commander of U.S. Northern Command and the commander of our Canadian Joint Operations Command. So I would not see the two areas — Europe and North America — being merged into one giant command under NATO. As Ambassador Angell said, it's possible theoretically, but in practical terms, it would not work.

Clearly, there would be a lot of collaboration and coordination between those two theatres, and we could see forces move back and forth across those theatres, including in the maritime and air domain areas.

Thank you, chair.

[*Translation*]

Senator Gignac: Thank you, Ambassador and Vice-Admiral, your answers are very clear. That reassures us. My second question is more specific.

Vice-Admiral Bishop, since Russia invaded Ukraine, have you been able to notice a reduction in personnel or activities in northern Russia, in the northern Canadian Arctic, or, on the contrary, an increase? Are there things you are comfortable sharing publicly with us?

VAdm. Bishop: What I can say on the subject is that we have observed decreased Russian operations in most of its territories, because the bulk of Russia's forces are focused on the war in Ukraine and consequently are concentrated there.

arrangement de commandement et de contrôle et un arrangement de commandement militaire pour l'Arctique nord-américain au titre du NORAD.

La région, bien sûr, relève de l'article 5. Si jamais il y avait un besoin de forces en dehors de ces deux alliés arctiques, on pourrait demander de l'aide. Je veux simplement souligner que les dispositions de commandement explicites ne manquent pas. Il y a un arrangement de commandement très explicite dans le cadre du NORAD, mais peut-être que le représentant militaire peut parler davantage de ce point.

Vam Bishop : Oui. Encore une fois, c'est une caractérisation exacte. Évidemment, il s'agirait de deux grands théâtres, le théâtre européen et celui de l'Amérique du Nord. Il serait vraiment difficile pour un seul commandant de gérer un espace de bataille aussi vaste.

Avec les arrangements que nous avons actuellement en Europe, ce serait le commandant suprême des forces alliées en Europe dans l'architecture de commandement de l'OTAN. Pour l'Amérique du Nord, c'est le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, ou NORAD, qui assure la défense aérospatiale. Le domaine maritime et terrestre est une responsabilité partagée entre le commandant du Commandement du Nord des États-Unis et le commandant du Commandement des opérations interarmées du Canada. Je ne verrais donc pas les deux théâtres — l'Europe et l'Amérique du Nord — être fusionnés en un seul commandement géant sous l'égide de l'OTAN. Comme l'a dit M. Angell, c'est possible en théorie, mais sur le plan pratique, cela ne fonctionnerait pas.

Manifestement, il y aurait beaucoup de collaboration et de coordination entre ces deux théâtres, et nous pourrions voir des forces aller et venir entre ces théâtres, y compris dans les domaines maritime et aérien.

Merci, monsieur le président.

[*Français*]

Le sénateur Gignac : Merci, monsieur l'ambassadeur et vice-amiral, vos réponses sont très claires. Cela nous rassure. Ma seconde question est un peu plus précise.

Vice-amiral Bishop, depuis que la Russie a envahi l'Ukraine, avez-vous été en mesure de remarquer une réduction des effectifs ou des activités dans le nord de la Russie, au nord de l'Arctique canadien ou, au contraire, un renforcement? Y a-t-il des choses que vous êtes à l'aise de partager publiquement avec nous?

Vam Bishop : Ce que je peux dire à ce sujet, c'est que nous avons remarqué une diminution des activités de la Russie dans la plupart de leurs territoires parce que la plupart de leurs forces se concentrent sur la guerre en Ukraine, qui occupe la plupart des forces russes.

[English]

Because of that, we have seen a reduction in some activities. I think Russia is being very careful to send a message to all the NATO allies that it is still capable of defending itself, and it does conduct other exercises in other areas of Russia to make us understand that. But overall, with the number of forces they have had to commit to Ukraine, there has been an inevitable reduction in activity in the northern region.

The Chair: Thank you very much.

[Translation]

Senator Boisvenu: I would like to thank both witnesses. Just like my colleague, senator Gignac, I am looking forward to meeting with the ambassador over the next few weeks at the NATO meetings that I have been attending for six years now. The committee is pleased to welcome you, Ambassador Angell.

I have two questions: a political question for you, Ambassador, and a military one for the Vice-Admiral, so as keep to his strengths.

Mr. Ambassador, over the past few months, many people here in Canada have been calling for our armed forces to be modernized and for more investments in the army, so as to boost both the quantity and the quality of our material. The global situation has caught up with us and has underlined even more starkly how much Canada is lagging behind. I am sure that you have read the Auditor General's recent report, which was unsparring.

I regularly attend discussions with the NATO parliamentary delegations and we often talk about the 2% of GDP which should be spent on the military, a target that Canada is not yet hitting.

Mr. Ambassador, have you had any discussions with the Canadian government as to timelines and when we could meet the 2% of GDP target? Have your colleagues and our NATO allies put pressure on Canada so that it can act accordingly and try to hit the 2% target?

Mr. Angell: Thank you for the question. What I can say is, firstly...

[English]

— the Defence Investment Pledge that leaders entered into in Wales in 2014 included three components. One of them was a commitment to work toward 2%. Canada, under the Strong, Secure, Engaged defence policy, has increased defence expenditure by 70% in a ten-year period. In addition to that, very recently — in fact in June — a very substantial additional

[Traduction]

Pour cette raison, nous avons constaté une réduction de certaines activités. Je pense que la Russie prend bien soin d'envoyer à tous les alliés de l'OTAN le message qu'elle est toujours capable de se défendre, et elle mène d'autres exercices dans d'autres régions de la Russie pour nous le signaler. Mais dans l'ensemble, avec le nombre de forces qu'elle a dû engager en Ukraine, il y a eu une réduction inévitable de l'activité dans la région du Nord.

Le président : Merci beaucoup.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Merci à nos deux témoins. Comme mon collègue le sénateur Gignac, je tiens à dire qu'on a bien hâte de revoir notre ambassadeur dans les semaines à venir, aux réunions de l'OTAN auxquelles je participe depuis maintenant six ans. C'est avec plaisir que nous vous accueillons au comité, ambassadeur Angell.

J'ai deux questions à vous poser : une question politique pour vous, monsieur l'ambassadeur, et une plutôt militaire pour le vice-amiral, pour ne pas le mettre dans l'embarras.

Monsieur l'ambassadeur, au Canada, au cours des derniers mois, de nombreuses personnes ont demandé une modernisation de nos forces armées et des investissements supplémentaires dans l'armée tant pour ce qui concerne la quantité que la qualité des équipements. La situation mondiale nous a rattrapé et a mis encore plus en évidence ce retard du Canada, et je pense que vous avez lu le récent rapport du vérificateur général qui pointe du doigt notre pays.

Comme je participe régulièrement aux discussions des délégations parlementaires de l'OTAN, on parle souvent de ce fameux 2 % du PIB consacré aux efforts militaires, que le Canada n'atteint pas encore.

Monsieur l'ambassadeur, avez-vous eu des discussions avec le gouvernement canadien en ce qui a trait aux délais et au moment où nous pourrions atteindre cet objectif de 2 % du PIB? Y a-t-il eu des pressions exercées par vos collègues et alliés de l'OTAN sur le Canada pour qu'il agisse avec diligence et qu'il essaie d'atteindre cet objectif de 2 %?

M. Angell : Merci de votre question. Ce que je peux dire, premièrement —

[Traduction]

... c'est que l'engagement d'investissement dans la défense que les dirigeants ont pris au Pays de Galles en 2014 comprenait trois éléments. L'un d'entre eux était l'engagement de s'efforcer d'atteindre 2 %. Le Canada, dans le cadre de la politique de défense Protection, Sécurité, Engagement, a augmenté ses dépenses de défense de 70 % en 10 ans. En outre, très

funding for continental defence and NORAD modernization was announced. So we have had an extraordinary increase in Canadian defence expenditure.

There are two other metrics. One is capabilities: a requirement to spend 20% of defence expenditure on high-end kit. This year, Canada is meeting that, and we'll be increasing expenditure in that area threefold, I think, over a five- or six-year period.

Of course, the third metric is commitments, and Canada shows up, and we have extraordinarily strong Canadian Armed Forces personnel. In my time here, for example, we have led since its inception the enhanced Forward Presence Battle Group in Latvia and have done it extremely well. We are now involved in building up to a brigade level. We were also the framework nation from the inception of the NATO mission in Iraq. We commanded the Standing NATO Maritime Group. In general, we have a reputation for showing up, doing heavy lifting and doing it very well.

In terms of defence expenditure, even though the 2% metric doesn't necessarily work for us, we are, I think, the sixth-largest defence contributor to NATO. In terms of the additional defence expenditure since the Wales investment pledge was entered into in 2014, we are one of the handful of allies that have spent the most new additional money.

So we are more than carrying our weight, and I am not under pressure, chair, as regards to any suggestion that Canada is doing otherwise. Thank you.

[Translation]

Senator Boisvenu: We recently went on a tour of the Arctic and no one can say that Canada is doing a tremendous job if we compare our investments in the region to Russia's. If we were to invest more in military infrastructure, whether it be in terms of aircraft, naval equipment or other materiel, would these investments count towards the 2% of GDP?

Mr. Angell: Thank you for the question. Such investments could count, but only if the applications were solely military in nature. If there is a possibility that the equipment could be used for military or civilian purposes, only the military use would count. There is a very strict, multi-page definition of what is eligible.

récemment — en fait en juin —, un financement supplémentaire très important pour la défense continentale et la modernisation du NORAD a été annoncé. Nous avons donc connu une augmentation extraordinaire des dépenses de défense canadiennes.

Il y a deux autres paramètres. L'un concerne les capacités : l'obligation de consacrer 20 % des dépenses de défense à des équipements haut de gamme. Cette année, le Canada respecte cette exigence, et nous allons tripler les dépenses dans ce domaine sur une période de cinq ou six ans, je crois.

Bien sûr, la troisième mesure est celle des engagements, et le Canada est à l'appel, et nous avons un personnel des Forces armées canadiennes extraordinairement fort. Depuis que je suis ici, par exemple, nous avons dirigé, depuis sa création, le groupement tactique de présence avancée renforcée en Lettonie et nous l'avons très bien fait. Nous nous attachons maintenant à atteindre le niveau de brigade. Nous avons également été le pays-cadre dès le début de la mission de l'OTAN en Irak. Nous avons commandé le groupe maritime permanent OTAN. En général, nous avons la réputation de répondre à l'appel, de faire le gros du travail et de le faire très bien.

Sur le plan des dépenses de défense, même si la mesure de 2 % ne fonctionne pas forcément pour nous, nous sommes, je crois, le sixième plus grand contributeur de défense à l'OTAN. Quant aux dépenses de défense supplémentaires depuis la promesse d'investissement au pays de Galles en 2014, nous sommes l'un des rares alliés à avoir dépensé le plus d'argent frais supplémentaire.

Nous faisons donc plus que notre part, et je ne suis pas sous pression, monsieur le président, en ce qui concerne toute suggestion que le Canada fait autrement. Je vous remercie.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Nous avons récemment fait une tournée dans l'Arctique et personne ne peut dire que le Canada y fait un travail remarquable si on compare avec les investissements de la Russie dans l'Arctique. Si nous devons investir davantage dans l'infrastructure militaire, sur le plan de l'infrastructure en matière d'aviation, dans le domaine naval ou autre, ces investissements compteraient-ils pour 2 % du PIB?

M. Angell : Merci pour la question. De tels investissements pourraient compter seulement s'ils étaient uniquement militaires. S'il y avait une possibilité qu'il y ait une application militaire ou civile, il n'y a que l'application militaire qui compterait. Il y a une définition de plusieurs pages très précise sur ce qui pourrait compter.

Senator Boisvenu: When we talk about the supporting infrastructure, whether it be for military aircraft or ships, or the acquisition of surveillance aircraft in the Arctic, those expenses could be included in the 2%, no?

Mr. Angell: Indeed, that kind of military expense in the Arctic could count towards it.

Senator Boisvenu: Vice-Admiral Bishop, I see that you have spent most of your career in the navy, which is most interesting. You served in Canada for the majority of your career, and not with NATO. The big problem that I see is our submarines. When we go to the Royal Canadian Navy's website, it talks about our submarines being a covert force, a hidden resource, and that the submarines are well armed and capable of carrying out patrols. And yet if I look at the state of our submarines, I see that the *Victoria* class submarines have been in operation 9% of the time. The *HMCS Corner Brook* clocks in at 9% and the *HMCS Chicoutimi* at 3%, and three other submarines have been in dry dock for 10 years now.

My question is clear: when it comes to submarines, is Canada lagging behind and shouldn't its current fleet be decommissioned and replaced with much more modern submarines? I am thinking of nuclear submarines, for example.

[English]

VAdm. Bishop: Thank you, chair.

I think what I would do is confine my comments to the importance of submarines as part of a modern navy. As was mentioned, Mr. Chair, submarines are extremely potent naval weapons and sensors. They are very important for the kinds of defence missions that we are undertaking in the Canadian Armed Forces, and I think the navy is focused on making sure that we're able to operate the submarines that we currently own and, clearly, in the future, would see a continued need for submarines.

I think for an adversary, just the idea that there are submarines in the area causes a lot of concern for their own operations, and they have to treat that concern very seriously when they are planning. Even just the threat that the submarine is in the area can significantly increase the complexity of your operations. These are fundamentally important to navies. This is why most western navies have submarines and want to continue having submarines in the future.

Thank you, chair.

The Chair: Thank you very much.

Le sénateur Boisvenu : Lorsqu'on parle des infrastructures d'accueil, que ce soit pour les navires militaires ou pour l'avionnerie et l'acquisition de fureteur ou d'avion de dépistage dans l'Arctique, ces dépenses pourraient être incluses dans le 2 %, n'est-ce pas?

M. Angell : Ces dépenses militaires dans l'Arctique pourraient compter, tout à fait.

Le sénateur Boisvenu : Vice-amiral Bishop, je vois que vous avez fait une carrière dans le domaine naval, ce qui m'intéresse beaucoup. Vous avez en fait servi une grande partie de votre carrière non pas à l'OTAN, mais au Canada. Le problème qui m'apparaît grave est celui des sous-marins. Lorsqu'on navigue sur le site de la Marine royale du Canada, on parle de nos sous-marins comme d'une force invisible, de ressources cachées, qui sont bien armées et capables de patrouiller. Si je vais voir l'état de situation de nos sous-marins, le sous-marin de la classe *Victoria* a été en activité 9 % du temps, le *NCSM Corner Brook* 9 %, le *NCSM Chicoutimi* 3 %, et trois des sous-marins sont en rade sèche depuis 10 ans.

Ma question est claire : pour ce qui est de la question des sous-marins, est-ce que le Canada est en retard et la flotte actuelle ne devrait-elle pas être mise au rencart pour être remplacée par des sous-marins beaucoup plus modernes? Je pense entre autres aux sous-marins nucléaires.

[Traduction]

Vam Bishop : Merci, monsieur le président.

Je crois que je vais limiter mes remarques à l'importance des sous-marins dans le cadre d'une marine moderne. Comme on l'a mentionné, monsieur le président, les sous-marins sont des armes navales et des capteurs extrêmement puissants. Ils sont très importants pour le genre de missions de défense qu'entreprennent les Forces armées canadiennes, et la Marine s'efforce de faire en sorte que nous sommes en mesure d'exploiter les sous-marins que nous possédons actuellement et, de toute évidence, à l'avenir, nous aurons toujours besoin de sous-marins.

Pour un adversaire, la simple idée de la présence de sous-marins dans la zone suscite beaucoup d'inquiétude pour ses propres opérations, et cet adversaire doit prendre cette inquiétude très au sérieux dans sa planification. Même la simple menace de présence d'un sous-marin dans la zone peut considérablement accroître la complexité de ses opérations. Ces éléments sont d'une importance fondamentale pour les marines. C'est pourquoi la plupart des marines occidentales ont des sous-marins et veulent continuer à en avoir.

Merci, monsieur le président.

Le président : Merci beaucoup.

Senator Yussuff: Thank you to the witnesses for being here.

The Arctic Council has always envisioned, of course, including Russia, but since the aggression in Ukraine — would any one of the two witnesses that we have care to comment? Now, with the expansion of NATO with Sweden and Finland, do you see any value of maintaining Russia's membership in the Arctic Council, given, of course, its aggression but, more importantly, its hostility towards NATO allies in the region and, of course, our own sovereignty and security in the region?

The Chair: Let's hear from both of you.

If we could start with you, ambassador.

Mr. Angell: Thank you, chair.

A decision was taken by the other seven members of the Arctic Council to no longer engage with Russia in that format after the renewed Russian aggression war of choice against Ukraine. There is, however, ongoing consultation amongst the like-minded Arctic countries. For example, the Chief of the Defence Staff convened the Arctic Chiefs of Defence Staff recently, I think, for the first time since 2013. And ministers are looking for opportunities to engage like-minded countries.

The Arctic Council, when it was created, very deliberately excluded things military, and one hopes that eventually we will be in a situation where all of the Arctic countries can jointly engage on things Arctic. The underlying construct, the logic, has not changed. The circumstances have, but one hopes that at some point we will be able to resume cooperation with Russia on things Arctic. Of course, enormous change in regard to Ukraine would be necessary before that.

VAdm. Bishop: Thank you, Mr. Chair.

I would only add that the Arctic Chiefs of Defence Staff conference that was recently convened excluded Russia. They were not invited to participate.

Thank you, chair.

The Chair: Thank you.

Senator Yussuff: As you are both aware, of course, climate change is changing the Canadian Arctic and the North American Arctic very rapidly, and, of course, all countries are going to want to seek access to this waterway and passage to it.

How can we guard against this threat, and, more importantly, what are some of the things that you would recommend that we need to do, given the probability is fading very fast in terms of

Le sénateur Yussuff : Je remercie les témoins de leur présence.

Le Conseil de l'Arctique a toujours envisagé, bien sûr, d'inclure la Russie, mais depuis l'agression en Ukraine — est-ce que l'un des deux témoins que nous avons pourrait commenter cet aspect? Maintenant, avec l'expansion de l'OTAN avec la Suède et la Finlande, voyez-vous un intérêt à maintenir l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Arctique, compte tenu, bien sûr, de son agression, mais surtout de son hostilité envers les alliés de l'OTAN dans la région et, bien sûr, de notre propre souveraineté et sécurité dans la région?

Le président : Nous allons vous entendre tous les deux.

Si nous pouvions commencer par vous, monsieur l'ambassadeur.

M. Angell : Merci, monsieur le président.

Les sept autres membres du Conseil de l'Arctique ont décidé de ne plus s'engager avec la Russie sur ce plan après que celle-ci a choisi d'agresser l'Ukraine. Il y a cependant une consultation permanente entre les pays arctiques aux vues similaires. Par exemple, le chef d'état-major de la défense a convoqué les chefs d'état-major de la défense de l'Arctique récemment, je pense, pour la première fois depuis 2013. Et les ministres cherchent les occasions de traiter avec les pays aux vues similaires.

Le Conseil de l'Arctique, lorsqu'il a été créé, a très délibérément exclu les questions militaires, et on espère qu'un jour nous serons dans une situation où tous les pays de l'Arctique pourront traiter conjointement des questions arctiques. Le concept sous-jacent, la logique, n'a pas changé. Les circonstances ont changé, mais on espère qu'à un moment donné, nous pourrions reprendre la coopération avec la Russie sur les questions arctiques. Bien sûr, il devra y avoir un énorme changement concernant l'Ukraine avant cela.

Vam Bishop : Merci, monsieur le président.

J'ajouterais seulement que la conférence des chefs d'état-major de la défense de l'Arctique qui a eu lieu récemment a exclu la Russie. Elle n'a pas été invitée à y participer.

Merci, monsieur le président.

Le président : Je vous remercie.

Le sénateur Yussuff : Comme vous le savez tous deux, bien sûr, le changement climatique modifie très rapidement l'Arctique canadien et l'Arctique nord-américain, et, bien sûr, tous les pays voudront avoir accès à cette voie navigable et à l'emprunter.

Comment pouvons-nous nous garder contre cette menace et, surtout, quelles sont les mesures que vous nous recommanderiez de prendre, étant donné que les probabilités s'amenuisent très

access? More importantly, we certainly see Chinese aggression in wanting to have greater access to the Canadian Arctic.

Of course, our defence is highly challenged, should Russia and China, of course, continue their collaboration. This poses a very serious threat to the Canadian Arctic and, more importantly, the North American Arctic.

The Chair: This question, again, goes to both of you.

Ambassador, if you would start us off.

Mr. Angell: Thank you, chair.

The government is undertaking enormous steps to respond to a situation where there may be greater activity in the Arctic. It's doing so under the Arctic and Northern Policy Framework but also under the Strong, Secure, Engaged defence policy.

As I mentioned, there has been enormous investment recently — \$38.6 billion over 20 years — in continental defence. That includes, of course, NORAD modernization. We're seeing the acquisition by the Royal Canadian Navy — and the military representative may say more about this — of new ice-capable Arctic and offshore patrol vessels. We're seeing the construction of polar icebreakers for the Coast Guard. We're seeing work towards the Nanisivik Naval Facility near Arctic Bay. These are very large-scale investments in order to give Canada greater capability to enforce sovereignty in the Arctic.

We also see significant ongoing exercises under Operation NANOOK with its four components, but I defer to the vice-admiral.

VAdm. Bishop: Thank you, Mr. Chair. I think, again, Ambassador Angell has given a very good summary here.

I think the first thing with climate change is that we need to understand its potential impact on the region, and I think it's been very positive — from a NATO standpoint — that Canada is going to stand up and lead a Climate Change and Security Centre of Excellence in Canada that will have representatives from the alliance working in that centre to understand climate change.

In terms of how we need to prepare, I would say that we're working hard to undertake those preparations. We need, obviously, to understand what's going on in the region and have better situational awareness of who is up there and what they are doing. I think this is a key component of NORAD modernization and the investments that are going to be made there.

rapidement concernant l'accès? Surtout, nous constatons certainement l'agressivité de la Chine qui souhaite avoir un plus grand accès à l'Arctique canadien.

Assurément, notre défense est fortement mise à l'épreuve, si la Russie et la Chine poursuivent leur collaboration. Cela constitue une menace très sérieuse pour l'Arctique canadien et, surtout, pour l'Arctique nord-américain.

Le président : Cette question, encore une fois, s'adresse à vous deux.

Monsieur Angell, si vous voulez bien commencer.

M. Angell : Merci, monsieur le président.

Le gouvernement prend d'énormes mesures pour répondre à une situation où il pourrait y avoir une plus grande activité dans l'Arctique. Il le fait au titre du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord, mais aussi au titre de la politique de défense Protection, Sécurité, Engagement.

Comme je l'ai mentionné, il y a eu récemment un énorme investissement — 38,6 milliards de dollars sur 20 ans — dans la défense continentale. Cela comprend, bien sûr, la modernisation du NORAD. Nous pouvons constater l'acquisition par la Marine royale canadienne — et le représentant militaire pourra en dire plus à ce sujet — de nouveaux navires de patrouille arctiques et hauturiers résistants aux glaces. Nous assistons à la construction de brise-glaces polaires pour la Garde côtière. Nous assistons à la construction de l'installation navale de Nanisivik, près de la baie de l'Arctique. Ce sont là des investissements à très grande échelle visant à donner au Canada une plus grande capacité à faire respecter sa souveraineté dans l'Arctique.

Nous voyons également d'importants exercices en cours dans le cadre de l'opération Nanook avec ses quatre composantes, mais je m'en remets au vice-amiral pour cet aspect.

Vam Bishop : Merci, monsieur le président. Une fois, M. Angell a présenté, à mon avis, un très bon résumé.

En ce qui concerne le changement climatique, il faut avant tout comprendre ses effets sur la région, et je pense qu'il est très positif — du point de vue de l'OTAN — que le Canada réponde à l'appel en dirigeant un Centre d'excellence sur le changement climatique et la sécurité au Canada, dans lequel des représentants de l'alliance travailleront pour comprendre le changement climatique.

Pour ce qui est de la façon dont nous devons nous préparer, je dirais que nous travaillons dur pour entreprendre ces préparatifs. Nous devons évidemment comprendre ce qui se passe dans la région et avoir une meilleure connaissance de la situation pour savoir qui s'y trouve et ce qu'il fait. Je pense qu'il s'agit d'un élément clé de la modernisation du NORAD et des investissements qui y seront réalisés.

We need to be present in the Arctic, and you have seen investments in the Royal Canadian Navy in Arctic offshore patrol ships and all of our aviation capabilities in the Royal Canadian Air Force. We consider the ability to have new aircraft able to operate in the Arctic region. Training, all the exercises we're doing to build experience for all of our men and women in uniform to be able to operate in that environment. All the things that we need to do we are undertaking.

I think there is recognition that the Arctic space is changing, that its geostrategic importance is evolving here as a result of climate change, and we need to be able to understand and be able to respond in that region if we're required to.

Thank you, chair.

The Chair: Thank you.

Senator Yussuff: Just one more quick question.

Not all of the Arctic nations have an Indigenous population, but for Canada and a number of the other Arctic countries, there is a real presence of those communities. In the context of our security needs, but also the need to respect traditional ways of doing things within those communities, is this a priority within the context of NATO? Equally, are there things we can learn from other nations in regard to how we will respect our Aboriginal community in our own North and how we work with others, of course, to enhance our understanding and be able to beef up our relationships with those communities? Are there ways to continue to strengthen the resolve that we will respect their traditional way of doing things but equally incorporate their engagement in the efforts to protect our sovereignty and participate in the incredible good work that's been going on within the North?

Mr. Angell: To begin with, I'd like to underscore the importance the Canadian government gives to working closely with communities in the North. Certainly, that was the case in developing the Arctic and Northern Policy Framework. I believe I can say that all of the Arctic allies take seriously the obligation to work closely with local communities.

In the case of Canada, of course, the Rangers play an extremely important role in northern defence and that really is the mobilization of local communities. The secretary general described them, I think, as "eyes and ears," and he met with representatives of the Rangers when he was in Nunavut in August. They play a crucial role. One of the roles they play is assisting the Canadian Armed Forces in ensuring that it operates in a tightly knit manner with local communities.

Nous devons être présents dans l'Arctique, et vous avez vu les investissements de la Marine royale canadienne dans les navires de patrouille extracôtiers de l'Arctique et toutes nos capacités d'aviation dans l'Aviation royale canadienne. Nous envisageons la possibilité d'avoir de nouveaux avions capables d'agir dans la région arctique. Nous entraînons tous nos hommes et femmes en uniforme au moyen de tous les exercices que nous effectuons pour leur permettre d'acquérir de l'expérience et pouvoir fonctionner dans cet environnement. Nous entreprenons toutes les choses que nous devons faire.

Je pense que l'on reconnaît que l'espace arctique est en train de changer, que son importance géostratégique évolue en raison du changement climatique, et que nous devons être en mesure de comprendre et de réagir dans cette région au besoin.

Merci, monsieur le président.

Le président : Merci.

Le sénateur Yussuff : Juste une autre petite question.

Les nations de l'Arctique n'ont pas toutes une population autochtone, mais pour le Canada et un certain nombre d'autres pays de l'Arctique, la présence de ces collectivités est réelle. Dans le contexte de nos besoins de sécurité, mais aussi de la nécessité de respecter les façons traditionnelles de faire les choses au sein de ces collectivités, une telle considération est-elle une priorité dans le contexte de l'OTAN? De même, y a-t-il des choses que nous pouvons apprendre d'autres pays sur la façon de respecter notre communauté autochtone dans notre propre Nord et sur la façon dont nous travaillons avec les autres, bien sûr, pour améliorer notre compréhension et être en mesure de renforcer nos relations avec ces collectivités? Existe-t-il des moyens de renforcer la détermination à respecter leur façon traditionnelle de faire les choses, mais aussi d'obtenir leur engagement dans les efforts visant à protéger notre souveraineté et à participer à l'incroyable bon travail qui se fait dans le Nord?

M. Angell : Pour commencer, j'aimerais souligner l'importance que le gouvernement canadien accorde à une collaboration étroite avec les collectivités du Nord. C'était certainement le cas lors de l'élaboration du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord. Je crois pouvoir dire que tous les alliés de l'Arctique prennent au sérieux l'obligation de travailler en étroite collaboration avec les collectivités locales.

Dans le cas du Canada, bien sûr, les Rangers jouent un rôle extrêmement important dans la défense du Nord et c'est vraiment la mobilisation des collectivités locales. Le secrétaire général les a décrits, je crois, comme « les yeux et les oreilles », et il a rencontré des représentants des Rangers lorsqu'il était au Nunavut en août. Ils jouent un rôle crucial. L'un des rôles qu'ils jouent est d'aider les Forces armées canadiennes à veiller à ce qu'elles fonctionnent en étroite collaboration avec les collectivités locales.

VAdm. Bishop: I would just reinforce that everything that the Canadian Forces and Department of National Defence hope to do in Canada's Arctic region has to be done in close collaboration with our Indigenous peoples. That's critically important. We have had a long-standing commitment to work with Indigenous peoples when we operate in the Arctic region. We collaborate with local communities when we exercise there. The Rangers are our footprint in the North. Not all Rangers are from Indigenous communities, but many are. They understand how to operate in the Arctic, and they have valuable lessons for us to learn in terms of what it's like to be there and how we need to conduct ourselves in our training and in our operations. I think it's essential.

Within the NATO alliance, there are opportunities to work with other countries who are also interested in working with their own Indigenous peoples. Obviously, Denmark and Greenland have significant Indigenous communities. Our two chiefs of defence have had conversations about working with Indigenous communities in both of our northern regions. I think it is an area of focus. It's certainly an area of focus for the Department of National Defence and for the Canadian Forces in our operations. It's critical.

The Chair: Senator Dasko, representing Ontario, is the final senator on the first round.

Senator Dasko: My first question builds on Senator Gignac's questions about the Russian activity in the North. We certainly know that the Russians have built up their military infrastructure in their north. But we also know — and we heard from you earlier and also on our trip to the Arctic — that because of the Russian invasion of Ukraine, they are less preoccupied with the North and there seems to be less activity on the part of the Russians in the North.

In light of this heightened concern about Russia — obviously, because they've invaded Ukraine, but at the same time perhaps there's less activity on their part in the North — how do we, or did we, or are we responding to this very peculiar situation? Is there a need for special measures? Have we taken special measures either as NORAD or as Canada alone? Have we taken any special measures outside of the modernization of NORAD that we had been committed to undertake even before the Russians invaded Ukraine? I hope my questions make sense. This is for either of the witnesses.

VAdm. Bishop: Again, I think this is a really good question. From the NATO perspective, SACEUR, or Supreme Allied Commander Europe, is actively managing our deterrence and defence posture. He's regularly redirecting units, aircraft and ships where they need to be, in the right place, to be able to

Vam Bishop : Je voudrais simplement insister sur le fait que tout ce que les Forces canadiennes et le ministère de la Défense nationale espèrent faire dans la région arctique du Canada doit être fait en étroite collaboration avec nos peuples autochtones. C'est d'une importance capitale. Nous nous sommes engagés depuis longtemps à travailler avec les peuples autochtones lorsque nous œuvrons dans la région arctique. Nous collaborons avec les collectivités locales lorsque nous nous y exerçons. Les Rangers sont notre empreinte dans le Nord. Tous les Rangers ne sont pas issus des collectivités autochtones, mais beaucoup le sont. Ils comprennent comment fonctionner dans l'Arctique, et ils ont de précieuses leçons à nous donner sur ce que c'est que d'être là-bas et sur la façon dont nous devons nous comporter dans nos activités d'entraînement et dans nos opérations. C'est essentiel, à mon avis.

Au sein de l'alliance de l'OTAN, il est possible de travailler avec d'autres pays qui souhaitent également travailler avec leurs propres peuples autochtones. Il est évident que le Danemark et le Groenland ont d'importantes communautés autochtones. Nos deux chefs d'état-major de la défense ont parlé de la possibilité de travailler avec les communautés autochtones dans nos deux régions nordiques. Je crois que c'est un domaine d'intérêt. C'est certainement un domaine d'intérêt pour le ministère de la Défense nationale et pour les Forces canadiennes dans le cadre de nos opérations. C'est essentiel.

Le président : La sénatrice Dasko, qui représente l'Ontario, est la dernière sénatrice du premier tour.

La sénatrice Dasko : Ma première question fait suite aux questions du sénateur Gignac sur l'activité russe dans le Nord. Nous savons certainement que les Russes ont construit leur infrastructure militaire dans le Nord. Mais nous savons aussi — et vous nous l'avez dit plus tôt et aussi lors de notre voyage dans l'Arctique — qu'en raison de l'invasion russe de l'Ukraine, ils sont moins préoccupés par le Nord et qu'il semble y avoir moins d'activités de la part des Russes dans le Nord.

À la lumière de cette préoccupation accrue au sujet de la Russie — évidemment, parce qu'ils ont envahi l'Ukraine, mais aussi parce qu'il y a peut-être moins d'activité de leur part dans le Nord —, comment avons-nous réagi ou réagissons-nous à cette situation très particulière? Des mesures spéciales s'imposent-elles? Avons-nous pris des mesures spéciales, soit en tant que NORAD, soit en tant que Canada seul? Avons-nous pris des mesures spéciales en dehors de la modernisation du NORAD que nous nous étions engagés à entreprendre avant même que les Russes n'envahissent l'Ukraine? J'espère que mes questions ont un sens. Elles s'adressent à l'un ou l'autre des témoins.

Vam Bishop : Encore une fois, je pense que c'est une très bonne question. Du point de vue de l'OTAN, le commandant suprême des forces alliées en Europe, ou SACEUR, gère activement notre posture de dissuasion et de défense. Il réoriente régulièrement les unités, les avions et les navires là où ils

demonstrate that we are aware and that we're deterring Russia from thinking about any kind of aggression towards any part of the alliance's territories. That is done on a day-in-and-day-out basis by Supreme Allied Commander Europe. That's all done under the supervision or guidance of the North Atlantic Council.

I think we feel pretty confident. It's pretty clear that Russia's war on Ukraine is not going very well for them. They have had to funnel a lot of military equipment and a lot of military capability and people to the Ukraine area in support of that war. Obviously, that has an impact in other areas where Russia operates.

From the alliance point of view, we're cognizant that that's a temporary thing. At some point, the war in Ukraine will be over and then we'll be dealing with a different kind of Russia. There's the possibility that Russia could learn from its mistakes in Ukraine and we could be faced with a bigger, stronger Russia. These are the ongoing conversations in the alliance now.

Our thinking and our planning is looking ahead not only to ensure that we're good now but also to ensure that the alliance is going to be postured properly in three or five years when, potentially, the Russian forces could be reconstituted and be posing a threat to the alliance in different areas. That is prudent military planning and prudent military preparations.

In terms of NORAD modernization, again, this is Canada and the United States recognizing that the threat has been evolving, that Russia is building new capabilities — many of which we're seeing the Russians use to some effect in Ukraine — and making sure that we are taking measures to be able to understand what's going on in the Arctic area and then to be able to respond appropriately if there was a threat posed to North America.

Mr. Angell: I would just amplify the MILREP's answer. I agree that while Russian personnel were moved to Ukraine, the heavy kit, for example, the Northern Fleet, has not moved so the Russian very hard capability in the High North has not diminished, and the Russian strategic interest in the High North has not diminished. I can't imagine NATO taking any medium- or longer-term decisions that assumed any lessening of the importance of the High North to Russia.

Again, though, I would reinforce the difference in the strategic environments between the European High North, on the one hand, and the North American Arctic on the other. The offensive capability is largely based in the European High North. There is a rejuvenation of bases and other infrastructure in the Russian Arctic across from the North American Arctic but, on the whole, that is largely defensive. The strategic situation in the two parts of the North is not uniform. In the geographical part that

doivent être, au bon endroit, afin de pouvoir démontrer que nous sommes conscients et que nous dissuadons la Russie de penser à une quelconque agression contre une partie des territoires de l'alliance. C'est le commandant suprême des forces alliées en Europe qui s'en charge au jour le jour. Tout cela est fait sous la supervision ou la direction du Conseil de l'Atlantique Nord.

Je crois que nous sommes assez confiants. Il est assez clair que la guerre de la Russie contre l'Ukraine ne se passe pas très bien pour elle. Elle a dû acheminer beaucoup d'équipements militaires, de capacités militaires et de personnes vers l'Ukraine pour soutenir cette guerre. Évidemment, cela a un impact dans d'autres régions où la Russie opère.

Du point de vue de l'alliance, nous sommes conscients qu'il s'agit d'une situation temporaire. À un moment donné, la guerre en Ukraine prendra fin et nous aurons alors affaire à un autre type de Russie. Il est possible que la Russie apprenne de ses erreurs en Ukraine et que nous soyons confrontés à une Russie plus grande et plus forte. Ce sont là les conversations qui sont en cours au sein de l'alliance.

Notre réflexion et notre planification sont tournées vers l'avenir, non seulement pour garantir notre présent, mais aussi pour veiller à ce que l'alliance soit en bonne posture dans trois ou cinq ans, lorsque les forces russes pourraient avoir été reconstituées et constituer une menace pour l'alliance dans différentes régions. Ce sont là une planification et des préparatifs militaires prudents.

Pour ce qui est de la modernisation du NORAD, encore une fois, il s'agit pour le Canada et les États-Unis de reconnaître que la menace évolue, que la Russie se dote de nouvelles capacités — dont beaucoup sont utilisées par les Russes avec un certain succès en Ukraine — et de s'assurer que nous agissons pour être en mesure de comprendre ce qui se passe dans la zone arctique et de réagir de façon appropriée en cas de menace pour l'Amérique du Nord.

M. Angell : J'aimerais simplement amplifier la réponse du représentant militaire. Je suis d'accord pour dire que si le personnel russe a été déplacé en Ukraine, l'équipement lourd comme la flotte du Nord ne l'a pas été, de sorte que la capacité très importante de la Russie dans le Grand Nord n'a pas diminué, pas plus que l'intérêt stratégique de la Russie dans le Grand Nord n'a diminué. Je ne peux pas imaginer que l'OTAN prenne des décisions à moyen ou à long terme qui supposent une diminution de l'importance du Grand Nord pour la Russie.

Cependant, je tiens à souligner une fois de plus la différence entre les environnements stratégiques du Grand Nord européen, d'une part, et de l'Arctique nord-américain, d'autre part. La capacité offensive est largement basée dans le Grand Nord européen. Il y a un rajeunissement des bases et autres infrastructures dans l'Arctique russe, en face de l'Arctique nord-américain, mais, dans l'ensemble, il s'agit d'une capacité largement défensive. La situation stratégique dans les deux

corresponds with the North American Arctic, I think we are seeing a degree of prudence on the part of the Russians and a wish not to cause instability in what is still a relatively stable region.

Senator Dasko: Of course, the Russians could emerge from this quite diminished at home — well, their north is part of their home — as a result of their activities in Ukraine. That’s another scenario, of course.

Vice-Admiral Bishop, I want to go back to this balloon story, which has obviously captured the public imagination. I want to pick up on your comment that we still don’t know what was in the balloon. I find this rather interesting and I wonder: Can you confirm that this balloon was in Canadian airspace? Can you confirm that Canadians were aware of the balloon? I’d like to know that.

I wonder if you could comment. If we still don’t know what it was — obviously, it could be something dangerous, right? Did you know that it was Chinese? Were there any communications with the Chinese, for example? Did you ask, “What is this thing?” I’ll leave that question with you. I’m a little puzzled because the thing has now been taken down, but we still don’t know what it was or what was in it, if it was a danger. Just a bit of concern on my part. Thank you.

VAdm. Bishop: Again, this is a tough question for me to answer because I’m here at NATO headquarters, and this is really in the space of NORAD, Joint Operations Command in Canada and the U.S. Northern Command, or NORTHCOM. The information I have is that the balloon did travel through Canadian airspace and U.S. airspace and that NORAD was aware of it.

In terms of the payload, I know work is being done to try to verify exactly what payload the balloon was carrying. I don’t know what the status of that work is. I am aware that the U.S. has publicly stated that it’s not a meteorological or a scientific instrumented balloon, but beyond that, I’m kind of following this from the media reporting myself. I think those questions would be better directed to NORAD and NORTHCOM.

Senator Dasko: Ambassador, do you know anything about it?

Mr. Angell: I would just confirm that Minister Anand issued a statement confirming that the balloon did transit through Canadian airspace and indicated that steps were taken to track the object and to ensure the security and safety of our airspace and of Canada.

parties du Nord n’est pas uniforme. Dans la partie géographique qui correspond à l’Arctique nord-américain, je pense que nous constatons une certaine prudence de la part des Russes et un désir de ne pas provoquer d’instabilité dans ce qui est encore une région relativement stable.

La sénatrice Dasko : Bien sûr, les Russes pourraient en sortir assez diminués chez eux — enfin, leur nord fait partie de leur domicile — à la suite de leurs activités en Ukraine. C’est un autre scénario, bien sûr.

Vice-amiral Bishop, je voudrais revenir sur cette histoire de ballon, qui a manifestement captivé l’imagination du public. J’aimerais revenir sur votre commentaire selon lequel nous ne savons toujours pas ce que contenait le ballon. Je trouve cela plutôt intéressant et je me demande : pouvez-vous confirmer que cette montgolfière se trouvait dans l’espace aérien canadien? Pouvez-vous confirmer que les Canadiens étaient au courant de la présence du ballon? J’aimerais le savoir.

Je me demande si vous pouvez commenter cela. Si nous ne savons toujours pas ce qu’était ce ballon — évidemment, il pourrait avoir été quelque chose de dangereux, n’est-ce pas? Saviez-vous qu’il était chinois? Y a-t-il eu des communications avec les Chinois, par exemple? Avez-vous demandé : « Qu’est-ce que cette chose? » Je vous laisse le soin de répondre à cette question. Je suis un peu perplexe parce que la chose a maintenant été retirée, mais nous ne savons toujours pas ce qu’elle était ou ce qu’il y avait dedans, si c’était un danger. C’est juste une petite inquiétude de ma part. Merci.

Vam Bishop : Encore une fois, c’est une question à laquelle il m’est difficile de répondre parce que je suis ici au quartier général de l’OTAN, et cela se passe vraiment dans l’espace du NORAD, du Commandement des opérations conjointes au Canada et du Commandement du Nord des États-Unis, ou NORTHCOM. Les renseignements dont je dispose indiquent que le ballon a traversé l’espace aérien canadien et pénétré dans l’espace aérien américain et que le NORAD en était informé.

En ce qui concerne sa charge utile, je sais que des travaux sont en cours pour essayer de vérifier exactement ce que le ballon transportait. J’ignore où en sont ces travaux. Je sais que les États-Unis ont déclaré publiquement qu’il ne s’agissait pas d’un ballon équipé d’instruments météorologiques ou scientifiques, mais en dehors de cela, c’est dans les médias que je suis un peu ce qui se passe. Je crois que ces questions seraient mieux adressées au NORAD et au NORTHCOM.

La sénatrice Dasko : Monsieur Angell, êtes-vous au courant de quoi que ce soit à ce sujet?

M. Angell : Je confirmerais simplement que la ministre Anand a publié une déclaration confirmant que le ballon a effectivement traversé l’espace aérien canadien et que des mesures ont été prises pour suivre l’objet et assurer la sécurité de notre espace aérien et du Canada.

In terms of engagement with the Chinese, I believe that Global Affairs Canada did confirm that the Chinese ambassador had been called in, so certainly there has been at least that degree of communication, and I suspect there will have been communication in Beijing as well.

Senator Dasko: Thank you.

[*Translation*]

Senator Boisvenu: My question is for Ambassador Angell.

We had the honour of hosting Mr. Stoltenberg from NATO, who visited the Canadian Arctic region. He stated that we need a greater presence in the Arctic. A few weeks later, Russia countered by saying that it would strengthen its presence in the Arctic.

We have two countries, Canada and Russia, that are not at all comparable in terms of presence, military or other, in the region. There is just no comparison.

The Russians have really bolstered their military presence over the last 10 years, especially in terms of their military bases, but also their submarines that can navigate under the Arctic ice. We have no such submarines. None of the submarines in our current fleet can go under the Arctic ice; it would be too dangerous for the equipment.

Given this state of play, can we be content with what I am going to call a “half-hearted” effort in the Arctic, or should we be counting on our American partners who have a bigger military presence in Alaska?

Keeping in mind NATO’s wishes, should Canada seriously look to the Arctic and invest in air and naval infrastructure and mobile equipment, as I was saying earlier?

Should Canada be making substantial efforts to increase its presence in the Arctic and occupy the region, given Russia’s increased military presence?

Mr. Angell: Thank you for the question, Senator.

The vice-admiral may have something to add. I would say, however, that in terms of Canada’s investments in North American defence, the amount announced in June is the biggest in 40 years. Part of that envelope is for NORAD, but there is some for the Arctic, too, which is really important in terms of building our capacity.

Pour ce qui est de l’engagement avec les Chinois, je crois que le ministère des Affaires mondiales a confirmé que l’ambassadeur de la Chine avait été convoqué, alors il y a certainement eu au moins ce degré de communication, et je soupçonne qu’il y aura eu des communications à Pékin également.

La sénatrice Dasko : Merci.

[*Français*]

Le sénateur Boisvenu : Ma question s’adresse à l’ambassadeur Angell.

On a eu l’honneur cet été de recevoir M. Stoltenberg, de l’OTAN, qui a fait une visite dans le Grand Nord. Il a déclaré qu’il fallait assurer une plus grande présence dans l’Arctique. Quelques semaines après, la Russie ripostait en disant qu’elle allait renforcer sa présence en Arctique.

Nous nous trouvons devant deux pays pour lesquels nous ne pouvons pas du tout comparer la présence militaire, et même l’occupation du territoire par les Canadiens ou par les Russes. Donc on est vraiment en déséquilibre par rapport à cela.

Les Russes ont vraiment renforcé leur présence militaire au cours des 10 dernières années, notamment en ce qui a trait à leurs bases militaires, mais aussi grâce à leurs sous-marins qui naviguent sous les glaces de l’Arctique. Nous n’avons aucun sous-marin. Dans notre flotte actuelle, aucun ne peut aller sous les glaces en Arctique; il y aurait trop de danger pour les équipements.

Devant un tel constat, est-ce qu’on peut se contenter strictement d’une présence que je vais appeler « mitigée » en Arctique, ou doit-on se fier à nos partenaires américains qui ont une plus grande présence militaire en Alaska?

Selon les vœux de l’OTAN, est-ce que le Canada doit sérieusement prendre le virage arctique et investir sur le plan des infrastructures et des équipements mobiles, comme je le disais tantôt, dans le domaine de l’avionnerie et le domaine maritime?

Est-ce que, par rapport à la présence accrue de la Russie dans ce domaine, le Canada doit faire un effort substantiel pour accroître sa présence et l’occupation du sol en Arctique?

M. Angell : Merci pour la question, monsieur le sénateur.

Peut-être que le vice-amiral aura des commentaires à ajouter. Cependant, je dirais qu’en ce qui concerne l’investissement que fait le Canada dans la défense du nord de l’Amérique, les dépenses annoncées en juin sont les plus importantes depuis 40 ans. Il y a un élément qui touche le NORAD, mais il y a un élément qui touche le Grand Nord également, et la capacité qu’on est en train de créer est vraiment très importante relativement au fait d’assurer une capacité plus élevée.

There are the F-35 jets that the vice-admiral mentioned; of course all 88 will not be used exclusively in the Arctic, but they do contribute in a significant way to our capacity. Then there are the icebreakers and the construction of the Nanisivik naval facility, proof of our commitment to boost our presence in the region.

These are the biggest investments made in 40 years. The Secretary General encouraged Canada to be more ambitious and that is what we are doing.

Senator Boisvenu: Mr. Ambassador, all the experts agree that we will be stuck with our fleet's aging aircraft for 10 years yet. Even the navy will only get its ships late in 2026 and delivery will go on between 2040 to 2050. So over a period of 10 years, very little will be invested in the Arctic.

Isn't it worrying to know that the Russians are gaining an almost insurmountable lead because they continue to invest in the Arctic? And yet all the projects announced by the Government of Canada... I am thinking of NORAD, where the Americans basically strong-armed us to invest because, let's be frank, our equipment was absolutely ancient. This means we will have to wait about 10 years during which time our situation will be very precarious, wouldn't you agree?

Mr. Angell: There are two essential points to remember. Firstly, Canada is investing tremendous amounts of money in the region. Secondly, Canada is obviously not alone, and Finland and Sweden will become allies. All our allies and their partners who will become allies are making huge investments.

I would say that we can compare Canada's commitment to Russia's, but what is really important is to compare Russia's commitment to that of our allies and those who have been invited to become allies. That is what is vital.

Thank you.

[English]

Senator M. Deacon: My question may be very quick. I listened carefully to the words of my colleague Senator Yussuff when he was talking about the climate. I heard in the answers quite a bit of the "what," such as what are we doing, what we have done and money that has been dedicated.

What I would like to know about, if anything else is to be said, is the challenge of making these decisions in the North on things like infrastructure and equipment when the terrain, as we're learning, both on land and water are changing so quickly and sometimes unpredictably. I heard you talk about the Centre of Excellence and the Rangers, but I'm trying to understand not the

Il y a les avions F-35 auxquels le vice-amiral a fait référence, les 88 qui ne sont pas utilisés uniquement dans le Grand Nord, bien sûr, mais ils ajoutent une capacité très importante. On ajoute à cela les navires brise-glace. Puis il y a la construction de l'installation navale de Nanisivik, qui fait la preuve d'un engagement pour assurer une présence plus importante dans la région.

Ces investissements sont les plus importants depuis 40 ans. Le secrétaire général a encouragé le Canada à faire des choses plus importantes et nous sommes en train de le faire.

Le sénateur Boisvenu : Monsieur l'ambassadeur, tous les experts s'accordent sur le fait qu'il faudra composer avec nos vieux appareils pour notre flotte d'avions sur environ une décennie. Même au point de vue maritime, les navires arriveront tard en 2026 et la livraison s'échelonne jusqu'en 2040-2050. Donc sur une période de 10 ans, il y aura très peu d'investissements qui seront faits pour l'Arctique.

N'est-il pas inquiétant de savoir que les Russes prendront une avance presque insurmontable parce qu'ils continuent à investir dans l'Arctique? De notre côté, tous les projets annoncés par le gouvernement du Canada — je pense au NORAD, les Américains nous ont un peu forcé la main à investir parce que notre équipement était complètement désuet, on ne se le cachera pas. Alors, on connaîtra environ une décennie où la situation sera très fragile, êtes-vous d'accord avec cela?

M. Angell : Il y a ici deux points essentiels. Le premier, c'est que le Canada investit de manière très importante dans la région. Le deuxième est que, bien sûr, le Canada n'est pas seul, il y a la Finlande et la Suède qui deviennent des alliés. Donc, tous les alliés et leurs partenaires qui le deviendront font eux-mêmes des investissements très importants.

Je dirais qu'on peut comparer l'engagement canadien à l'engagement russe, mais ce qui est primordial, c'est l'engagement russe par rapport à l'engagement de la part des alliés et des invités, et c'est ce qui devient très important.

Merci.

[Traduction]

La sénatrice M. Deacon : Ma question sera peut-être très rapide. J'ai écouté attentivement les propos de mon collègue le sénateur Yussuff lorsqu'il parlait du climat. J'ai entendu dans les réponses une bonne partie du « quoi », comme ce que nous faisons, ce que nous avons fait et l'argent qui a été consacré.

Ce que j'aimerais savoir, si quelque chose d'autre doit être dit, concerne le défi de prendre des décisions dans le Nord sur des choses comme l'infrastructure et l'équipement lorsque le terrain, comme nous l'apprenons, tant terrestre que marin, change si rapidement et parfois de façon imprévisible. Je vous ai entendu parler du Centre d'excellence et des Rangers, mais j'essaie de

“what” but how you can plan so far out with these constant changes and shifts.

Mr. Angell: Perhaps I can make a first response and the MILREP can follow.

In providing the earlier response, I should perhaps have situated what we are trying to do on climate in the North in terms of what NATO is doing on climate in general.

We have a Secretary-General who is not only a former Norwegian environment minister and prime minister but also UN Special Envoy on Climate Change. He has exerted extraordinary leadership in ensuring that NATO fully addresses issues of climate change as they relate to security. There's a recognition that we are not a first responder on climate change, but there is a stated wish on the part of the Secretary-General — which is largely endorsed by leaders in the Strategic Concept — that NATO should lead in understanding the nexus between climate and security.

Leaders have adopted an action plan, for example, that seeks to ensure that NATO does its bit on adaptation and mitigation as well. There's a recognition that, for example, armed forces are major emitters. There's a recognition that military operations can have a significant impact on the environment in which they operate.

There has been almost a transformation in NATO's approach on climate in the past two or three years. This was an issue that was pushed hard by a panel of experts — of which a prominent Canadian, Greta Bossenmaier, was a member — and the Secretary-General has embraced that.

We're very conscious that the Arctic and the High North are regions that are particularly susceptible to climate change, and so we're conscious that there is a particular urgency. But the alliance as a whole is seeking to become a much more effective actor with regard to climate adaptation and mitigation and working more closely with partners.

The Centre of Excellence has many advantages, but one is that it will provide a venue where we can do creative thinking about what we can do to try to address the link between climate and security. But the Centre of Excellence is only one quite small piece of a much broader NATO engagement endorsed at the level of leaders.

comprendre non pas le « quoi », mais comment vous pouvez planifier si longtemps à l'avance avec de tels changements et déplacements constants.

M. Angell : Je peux peut-être faire une première réponse et le représentant militaire peut suivre.

En fournissant la réponse précédente, j'aurais peut-être dû présenter ce que nous essayons de faire en matière de climat dans le Nord en fonction de ce que l'OTAN fait au sujet du climat en général.

Nous avons un secrétaire général qui est non seulement un ancien ministre de l'Environnement et premier ministre de la Norvège, mais aussi l'envoyé spécial des Nations unies pour le changement climatique. Il a exercé un leadership extraordinaire pour faire en sorte que l'OTAN situe parfaitement la question du changement climatique dans la perspective de la sécurité. Il est admis que nous ne sommes pas les premiers à réagir au changement climatique, mais le secrétaire général a exprimé le souhait — largement approuvé par les dirigeants dans le concept stratégique — que l'OTAN prenne l'initiative de comprendre le lien entre le climat et la sécurité.

Les dirigeants ont adopté un plan d'action, par exemple, qui vise à faire en sorte que l'OTAN apporte également sa contribution à l'adaptation et à l'atténuation. Il est reconnu, par exemple, que les forces armées sont de grands émetteurs. On reconnaît que les opérations militaires peuvent avoir un impact important sur l'environnement dans lequel elles se déroulent.

L'approche de l'OTAN en matière de climat s'est pratiquement transformée au cours des deux ou trois dernières années. C'est une question sur laquelle un groupe d'experts — dont une éminente Canadienne, Greta Bossenmaier, était membre — a exercé une forte pression, et le secrétaire général s'y est rallié.

Nous sommes très conscients du fait que l'Arctique et le Grand Nord sont des régions particulièrement sensibles au changement climatique, et nous reconnaissons donc qu'il y a une urgence particulière. Mais l'alliance dans son ensemble cherche à devenir un acteur beaucoup plus efficace en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique et à travailler plus étroitement avec ses partenaires.

Le Centre d'excellence présente de nombreux avantages, mais l'un d'entre eux est qu'il fournira un lieu où nous pourrions mener une réflexion créative sur ce que nous pouvons faire pour essayer de traiter le lien entre le climat et la sécurité. Mais le Centre d'excellence n'est qu'un tout petit aspect de l'engagement beaucoup plus large de l'OTAN entériné par les dirigeants.

VAdm. Bishop: I might add specifically on the issue of infrastructure and what kind of infrastructure we need to look at in the future in the Northern region and in the Arctic.

Within NATO, Supreme Allied Commander Europe is identifying all of the requirements that are needed to be able to execute these military plans that are being worked up. Part of that is identifying what infrastructure is required by the alliance to be in place for those plans to work. So there is a process there.

NATO also has a defence planning process, where it goes through a process to figure out what capabilities it requires, which will also drive infrastructure requirements.

We do a similar thing at National Defence headquarters in Ottawa. We have a defence planning process that is looking at what requirements we are going to need in terms of capability, but also what infrastructure is required to operate those capabilities in the North. That gets worked up in terms of our overall investments going forward in the future. There is a process in Ottawa to understand, with the changing space in the North, what kind of infrastructure we're going to have to look at to be able to support our operations in Canada's Arctic region.

[Translation]

Senator Gignac: Let's get back to the balloon. We may get more answers later this week, when our committee will go to the NORAD headquarters in Colorado.

My question is for Vice-Admiral Bishop. I did a lot of reading this weekend and I learned that airspace used by aircraft is set at a maximum altitude of 20 kilometres, and that upper airspace is between 20 and 100 kilometres in altitude.

[English]

In English, I think it's "aerospace operation." They have no rules and no agreement. It's more or less freefall. It's up to each country to decide what they will do.

[Translation]

I understand that there is no international agreement governing this part of space compared to the traditional airspace used by airplanes, and it is up to each country to decide if the balloon constitutes a threat or not. It could be a case of espionage. Some countries have satellites, but satellites go around the Earth, whereas a balloon can remain stationary.

Vam Bishop : Je pourrais ajouter quelque chose de précis sur la question de l'infrastructure et du type d'infrastructure que nous devons envisager à l'avenir dans la région du Nord et dans l'Arctique.

Au sein de l'OTAN, le Commandant suprême des forces alliées en Europe est en train d'identifier tout ce qui s'impose pour pouvoir exécuter les plans militaires en cours d'élaboration. Il s'agit notamment d'identifier l'infrastructure que l'alliance doit mettre en place pour que ces plans fonctionnent. Il y a donc un processus qui se déroule.

L'OTAN dispose également d'un processus de planification de la défense, qui lui permet de déterminer les capacités dont elle a besoin, ce qui détermine également les besoins en infrastructure.

Nous faisons quelque chose de semblable au quartier général de la Défense nationale à Ottawa. Nous avons un processus de planification de la défense qui examine les exigences dont nous aurons besoin sur le plan des capacités, mais aussi l'infrastructure requise pour exploiter ces capacités dans le Nord. Ces éléments sont pris en compte dans nos investissements globaux pour l'avenir. Il y a un processus à Ottawa pour comprendre, avec l'espace changeant dans le Nord, quel type d'infrastructure nous devrons envisager pour pouvoir soutenir nos opérations dans la région arctique du Canada.

[Français]

Le sénateur Gignac : J'aimerais revenir au ballon. Peut-être qu'on aura plus de réponses un peu plus tard cette semaine, lorsque le comité sera au Colorado, aux quartiers généraux de NORAD.

Ma question s'adresse au vice-amiral Bishop. J'ai augmenté mes connaissances en fin de semaine en lisant et en comprenant qu'en bas de 20 kilomètres d'altitude, c'est l'espace aérien — évidemment, c'est plus au niveau des avions — mais entre 20 et 100 kilomètres, on appelle cela l'espace aérien supérieur.

[Traduction]

En anglais, je crois que c'est « *aerospace operation* ». Il n'y a pas de règle ni d'accord. C'est plus ou moins le principe de la chute libre. C'est à chaque pays de décider ce qu'il va faire.

[Français]

Je comprends qu'étant donné qu'on est sans accord international lorsqu'on parle de cette partie de l'espace, comparativement à l'espace aérien traditionnel pour les avions, c'est à chacun des pays de décider s'il croit que ce ballon constitue une menace ou pas. Cela peut être de l'espionnage. Ils ont des satellites, mais le satellite tourne autour de la Terre alors que le ballon demeure stationnaire.

My question is the following: to your knowledge, does Canada have a protocol to make decisions in such cases, or do we have to wait for the Americans, in which case it will be NORAD that makes the call? This is apparently not the first instance of a balloon being noticed and it will probably not be the last. At the end of the day, is it up to individual countries, whether that be in Europe or North America, to make the decision to leave the balloon alone or to shoot it down? Thank you.

[English]

VAdm. Bishop: As with many folks who are being confronted with this balloon issue, this is not something that I deal with on a day-in-and-day-out basis. Honestly, I would say the best entity positioned to be able to answer this question is NORAD and our National Defence headquarters in terms of the approach to dealing with these objects.

[Translation]

Senator Gignac: There is no equivalent to NORAD in Europe. It would be up to the European countries to decide if, say, there was a balloon floating over Germany, Finland or Norway. Am I right in saying that the same chain of command isn't the same?

[English]

VAdm. Bishop: I think it would probably fall to individual countries. I think Supreme Allied Commander Europe might have advice to offer if we were confronted with that. It's not something we have encountered, to my knowledge, within the NATO Alliance.

The Chair: Ambassador Angell and Vice-Admiral Bishop, first, on behalf of the National Security and Defence Committee, thank you so much for taking the time to join us today to share your helpful perspectives and to respond to our questions. You have weighty responsibilities, to say the least.

You opened in talking about a geostrategic perspective. This discussion, I think more than any other we've had, took us broader and talked about the interactions between the two spheres: North American and European defence theatres. You've also been helpful in drilling down into and answering questions on each of those spheres and the particular intricacies, vulnerabilities and opportunities in each of them.

On behalf of our committee and on behalf of the Senate of Canada, I thank you very sincerely for the important work that you do every day — and often through the night, I know — on behalf of Canadians and those who in many respects live beyond Canada. We wish you all the very best in the difficult and challenging months — and possibly years — ahead in dealing

Ma question est la suivante : à votre connaissance, est-ce que le Canada a un protocole pour décider de cela ou faut-il attendre les Américains et c'est alors NORAD qui décide? Ce n'est apparemment pas la première fois qu'un ballon passe et ce ne sera probablement pas la dernière fois. Est-ce qu'au fond, c'est à chaque pays qu'il revient de prendre cette décision de laisser passer le ballon ou de l'abattre, que ce soit en Europe ou en Amérique du Nord? Merci.

[Traduction]

Vam Bishop : Comme pour beaucoup de gens qui sont confrontés à la question des ballons, ce n'est pas quelque chose dont je m'occupe tous les jours. Honnêtement, je dirais que l'entité la mieux placée pour répondre à cette question est le NORAD et notre quartier général de la Défense nationale en ce qui concerne l'approche à adopter face à ces objets.

[Français]

Le sénateur Gignac : Il n'y a pas d'équivalent au NORAD en Europe. Ce serait à chacun des pays européens de décider, s'il y avait un ballon au-dessus de l'Allemagne, la Finlande ou la Norvège. La chaîne de commandement n'est pas la même, n'est-ce pas?

[Traduction]

Vam Bishop : Je pense que cela reviendrait probablement aux pays individuels. Le Commandant suprême des forces alliées en Europe pourrait avoir des conseils à donner si nous étions confrontés à cela. Ce n'est pas une chose que nous avons rencontrée, à ma connaissance, au sein de l'alliance de l'OTAN.

Le président : Monsieur l'ambassadeur Angell et vice-amiral Bishop, tout d'abord, au nom du Comité de la sécurité nationale et de la défense, merci beaucoup d'avoir pris le temps de vous joindre à nous aujourd'hui pour partager vos précieux points de vue et répondre à nos questions. Vos responsabilités sont lourdes, c'est le moins que l'on puisse dire.

Vous avez commencé par parler d'une perspective géostratégique. Cette discussion, plus que toute autre que nous avons eue, je crois, nous a emmenés plus loin et a parlé des interactions entre les deux sphères : les théâtres de défense nord-américain et européen. Vous nous avez également aidés en répondant aux questions sur chacune de ces sphères et en en approfondissant les subtilités, les vulnérabilités et les possibilités particulières de chacune d'elle.

Au nom de notre comité et du Sénat du Canada, je vous remercie très sincèrement de l'important travail que vous accomplissez chaque jour — et souvent la nuit, je le sais — au nom des Canadiens et de ceux qui, à bien des égards, vivent à l'extérieur du Canada. Nous vous souhaitons tout le succès possible dans les mois, voire les années difficiles et stimulantes

with the current crisis in Ukraine, given Russia's incursion. Thank you very much again. You've been very helpful.

It's an end point to our hearings today, actually. This is particularly important and particularly helpful to us, so we're very grateful. Thank you again. We wish you all the very best.

Colleagues, later this week, the committee will embark on a fact-finding mission to NORAD Command Centre in Colorado Springs, Colorado. This wraps up our work on Arctic security.

I will note that in terms of the breadth and scope of our study, we have now heard from 59 witnesses during 12 meetings. We have travelled across the Arctic to five communities and met with over 20 groups representing communities, local government, the RCMP and DND. We will come back from Colorado thinking about, working on and talking about our report and recommendations coming out of this very significant study.

Thank you. We will travel later this week. We will be back meeting here on Monday, February 13, at our usual time of 4 p.m. eastern. With that, I thank you all and wish you all a good evening.

(The committee adjourned.)

à venir pour faire face à la crise actuelle en Ukraine, compte tenu de l'incursion de la Russie. Je vous remercie encore une fois. Vous nous avez beaucoup aidés.

Aujourd'hui marque la fin de nos audiences sur le sujet. C'est particulièrement important et particulièrement utile pour nous; nous vous en sommes donc très reconnaissants. Une fois de plus, merci. Nous vous souhaitons à tous le meilleur.

Chers collègues, plus tard cette semaine, le comité entreprendra une mission de découverte au Centre de commandement du NORAD à Colorado Springs, dans le Colorado. Ceci conclut nos travaux sur la sécurité dans l'Arctique.

Je tiens à souligner qu'en ce qui concerne l'ampleur et la portée de notre étude, nous avons maintenant entendu 59 témoins au cours de 12 réunions. Nous nous sommes rendus dans 5 collectivités de l'Arctique et avons rencontré plus de 20 groupes représentant des collectivités, des gouvernements locaux, la GRC et le MDN. Nous reviendrons du Colorado pour mener une réflexion, un travail et une discussion concernant notre rapport et des recommandations issues de cette étude très importante.

Je vous remercie. Nous voyagerons plus tard cette semaine. Nous nous réunirons de nouveau ici le lundi 13 février, à l'heure habituelle de 16 heures, heure de l'Est. Sur ce, je vous remercie tous et vous souhaite une bonne soirée.

(La séance est levée.)
